

LA GUEULE OUVERTE

Suisse 2,50FS / Belgique 42FB

**PAGES 3,4,5 : COHN-BENDIT,
BRICE LALONDE ET LES
PRESIDENTIELLES**

**PAGES 18,19 :
ALLEMAGNE-ECOLOGIE**

N° 292 / 19 décembre 1979 / France 6 FF /

LES TECHNICIENS EUROPEENS SE CONGRATULENT



LA GUEULE OUVERTE

SARL Editions Patatras au capital de 2 100 F.

Administration : Bourg de-Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.
Tél. : (85) 28 17 21.
Télex : ECOPOLE 801 630 F.

Abonnements. Un an : 200 à 300F. Six mois : 100 à 150F. Trois mois : 50 à 70F.

Bulletin d'abonnement P. 21



H eure H -10 secondes ! Le grand frisson ! Le souffle court, le battement cardiaque rapide ! Sainte Adrénaline, n'oubliez pas nos artères. 5...4, 3, 2, 1, zéro (!!!) 1, 2, 3, 4, ... ça va partir ! heu ! 5, 6, 7 ... ça va partir ! 23, 24, 25, ... ça ne partira pas !

Ariane, projet spatial européen. Lucky Luke-Technologie à travers les plaines galactiques à la poursuite des Daltons Russo-Américains pour la pose de nouveaux « fils qui chantent » : les télécommunications ! Mais l'Ouest interstellaire est grand. Jolly Jumper a du perdre un fer, ou bien serait-ce le cow-boy européen dans l'incapacité à dégainer ?

Six ans d'efforts, trois mille cerveaux, quatre mille deux cent quatre vingt douze millions de francs et 55% du prestige français, et puis la chaleur de Kourou avec le souvenir de l'explosion d'Europa 2 (novembre 71), avec 98% de chances de réussite et 2% d'entre les terriens (dont nous !) qui se marrent !

Décidement, l'espace judiciaire européen est plus facile à réaliser que le programme aérospatial des «neuf». Si j'étais eux, j'enverrais un bâton de gendarme en guise de satellite : à coup sûr, cela marcherait ! D'autant plus qu'en France -Profonde, il y a pléthore de candidats-pilotes, forcément avec tous ces immigrés et ces jeunes qui chôment, on a investi dans le casque-plexiglas et le contrôle des papiers.

Nous vivons un conte de fée formidable ! Noël, Noël en terre giscardienne ! On connaissait déjà France-EDF,

grand magasin d'énergie, où les surproductions industrielles pousseront davantage les Concurrents-Citoyens à battre tous les records de consommation !

On connaissait déjà France-Confort, foule aménagée où la technique, au raffinement calculé en fonction d'un minimum de risques sert à l'exportation d'un nationalisme exarcébé !

On apprendra à connaître France-Poubelle, véritable bourse de gaspillage où les radioactions des déchets à La Hague et la valeur des immigrés dans les foyers Sonacotra seront bientôt «côtées» !

On apprendra à connaître Europe-des-satellites, Europe-Agriculture, Europe-Télévision, peut-être même Europe-Ecologie, pour oublier plus facilement Europe-Judiciaire, Europe de la «dénonce» et, en ces temps de fête, du foie gras réunis ! Ben voyons !

Pourtant tout est à réparer : La Villette, le France, Fessenheim, l'aéroport de Nice, Bokassa, Somoza, le Chah ... et maintenant la fusée Ariane ...

Camarades travailleurs, ça va embaucher sec dans l'aérospatiale ! Trois mille cerveaux n'ont pas suffi, deux millions suffiront peut-être avec trente ans de patience ! Vive les vacances !

Loïc



photos Treel/Ophthique

Au hasard d'une rencontre rue de la Bûcherie, Brice Lalonde, Daniel Cohn Bendit et quelques membres de notre rédaction se sont mutuellement interrogés sur la réalité du mouvement, sur l'opportunité de structures, sur le rôle que pourrait jouer la participation

active aux élections présidentielles. Beaucoup d'idées ont été émises, un peu noyées les unes dans les autres. Voici la livraison en vrac, telle qu'elle a été pondue. A vos sensibilités de faire le tri et d'envoyer en retour leurs propres jaillissements.

VERTS ? NON ! ARG - EN - CIEL

Isabelle Cabut - La mouvance écologiste a-t-elle les moyens de jeter la subversion sur la scène politique ? La diversité des éléments qui la composent et de ceux qui l'accompagnent (le Mouvement, avec un «M» majuscule ?) peut-elle transformer son aspect de vaste foutoir d'idées, sympathique mais inefficace, en une dynamique capable de heurter et fissurer le système ? Ce mouvement de lutte est-il le porteur d'un contenu rassembleur et mobilisateur ?... Autant de



questions qu'il importait de se poser en commun avant d'adopter des structures ou de se lancer dans la bagarre électorale. Or, à «La Gueule Ouverte» nous craignons un peu que le Comité de Liaison Écologique (1) chargé d'orchestrer le débat, ne mène la musique d'une baguette à la fois trop autoritaire et insuffisamment imaginative. Le communiqué officiel (vous l'avez lu dans la G.O n° 291) issu de la première séance me confirme dans l'idée que toute structure uni-

**L'écologie, mouvement virtuel ?
Culture ? ...
La campagne des présidentielles
pourrait être une pratique de terrain
en démocratie directe,
donnant une identité,
des signes de reconnaissance
aux composantes de la mouvance.**



large en rupture avec un type de fonctionnement électoral. Il serait intéressant de se poser le problème à ce niveau : comment organiser une campagne et une candidature pour renforcer les tendances qui existent à l'intérieur de la mouvance et du mouvement. Or je n'ai pas perçu encore quelles sont, là les propositions.

(voir pages suivantes) →



taire serait aujourd'hui prématurée, de type volontariste, et entraînerait mollement une sclérose : c'est un communiqué du genre «plateforme», donc plat par définition. Je crains que peu de militants en dehors de ceux qui cherchent à se placer ou à conforter leur organisation) aient envie de répondre à ce vaste et flou sujet de dissertation entrecoupé de questions de cours. Quant aux autres, aux non initiés, si d'aventure il leur tombe sous les yeux, comprendront-ils seulement de quoi il s'agit ?... Pourtant, il faudra bien un jour ramasser les copies. Je souhaite personnellement, en dehors de mon rôle au Comité de Liaison que je ne désavoue pas si je me permets de le critiquer, que «La Gueule Ouverte» soit l'outil d'un débat plus libre, plus fourmillant, plus novateur. Qu'en pensez-vous ?

Daniel Cohn-Bendit - Pour moi qui n'ai pas participé au débat, le suivant en «terminal» dans la presse, ce qui me frappe c'est que les discussions ne sont pas tout à fait à la hauteur des aspirations telles qu'on peut les ressentir en se baladant un peu partout. A lire les compte rendus, on a l'impression que le seul problème est : qui sera candidat ? Dans cette histoire, on mélange trois niveaux : ce qu'est la mouvance écologiste, le mouvement dans son sens



ARC ~ EN ~ CIEL

(suite de la page précédente)

Marc Thivolle - Tu oublies peut-être un quatrième niveau qui est la nécessité pour le mouvement de remplir le vide laissé en France par la politique partisane et par l'absence de gauche réelle. Pourtant, c'est ce problème qui jette un peu plus d'ambiguïté dans nos interventions et nos discussions : on peut avoir d'autres partenaires que ceux qu'on pourrait appeler nos «partenaires naturels». Dès qu'on parle d'élections, ce quatrième niveau intervient fortement. Nous ne serons pas seulement entre nous, entre gens du mouvement...

on se téléphone, on bouffe ensemble

Daniel - Il faudrait dès le début lancer l'idée de lieux de rencontre où effectivement les groupes écologiques auraient leur secteur, mais où pourraient participer des individus qui ne se reconnaissent pas dans des groupes mais se reconnaissent dans la mouvance. Je crois qu'il est fondamental de pousser, dès le début, non pas seulement à la création idéologique du mouvement mais aussi à sa création matérielle.

L'écologie dépend beaucoup des lieux de rencontre.

Nous sommes peut-être à un moment très très fort qui permet à des gens d'intégrer au mouvement écologique beaucoup plus de problèmes que si s'exprimait seul un cartel de groupes. Dans la mouvance, c'est ce que je ressens : la nécessité de penser à toute une frange de non organisés, qui votent de temps en temps mais qui (parce que ce sont des vieux militants ou bien parce qu'ils ne sont pas militants du tout) hésitent à s'engager. Ils voudraient bien «voir» tout de même... Cette frange existe en France, elle est très vaste. Il faut lui donner les moyens de participer au débat en ce moment.

Isabelle - Les «lieux» dont tu parles, ce seraient des endroits où on viendrait physiquement ?

Daniel - Oui, on y vient physiquement. C'est un local où l'on trouve en même temps des mouvements politiques, une librairie, un café, une salle de réunion...

Isabelle - C'est un peu ce que pourrait être le MERA (2) à Lyon, où ce qu'est presque le local de l'APERA jouxtant le restaurant «Les tables rabattues» à La Croix Rousse.

Brice Lalonde - C'est un peu aussi la Maison de l'Environnement à Lille... En fait, le local idéal, c'est la mairie !

Daniel - C'est ça : un local de la société civile qui n'appartiendrait pas aux institutions d'Etat, mais qu'utiliseraient les individus et les groupes.

Jean-Luc Benhamias - Quand tu parles de la frange, je ne vois pas, en France, d'hésitation à s'engager mais plutôt une peur des structures. Les «vieux militants» (ou les jeunes), tous les «militants» entre guillemets ont peur de la structure qu'ils assimilent à la bureaucratie.



«... entre gens du mouvement»

Daniel - L'explication est que toute structure fait peur quand elle n'apparaît pas comme contradictoire. «Contradictoire» est la garantie que tu n'adhères pas complètement, avec tout ton corps et tout ton esprit à quelque chose de fermé, mais à quelque chose qui est en mouvement. Si on sent qu'on y adhère en tant qu'individu voulant participer à une mouvance, et qu'en tant qu'individu on peut à chaque moment influencer, qu'il y a un débat réel, cette peur disparaît.

Isabelle - En 68, nous parlions d'université critique, parlons aujourd'hui d'écologie critique, portant sans cesse son propre débat interne et évoluant en fonction de celui-là.

Jean-Luc - La sensation la plus forte aujourd'hui, c'est que les participants au mouvement écologique ne croient plus aux structures nationales. Il y a un énorme boulot à faire pour réadapter les structures régionales et nationales de coordination.

Daniel - En même temps, ils ne croient plus aux structures régionales et locales parce qu'il y a une crise de l'activité militante. C'est beaucoup plus un état d'esprit du moment qu'une réalité politique. En effet il y a beaucoup plus de gens qui se reconnaissent dans cet état d'esprit que dans une pratique.

On en arrive alors à cette histoire de candidature aux présidentielles : quelle fonction, quel rôle donner à une initiative électorale, connaissant toutes les contradictions qu'elle pose ? Parviendrons nous à exposer l'idée d'une candidature au pluriel ? Pour moi, cela signifie ne pas chercher le candidat qui soit le plus grand dénominateur commun, ce qui est une restriction de tout le mouvement : une telle personne ne peut être que médiocre. Demandons-nous plutôt quelle candidature permettrait l'expression du maximum de sensibilités, du mouvement écologique certes, mais aussi, en dépassant la mouvance écologique, du mouvement non étatique, anti productiviste, anti nationaliste, dans toutes ses formes d'expression. C'est à dire une candidature non pas derrière laquelle se regrouper, mais autour de laquelle se regrouperaient et s'exprimeraient en tant que telles toutes ces tendances du mouvement.

plusieurs petites têtes

Cette candidature serait multidimensionnelle, elle aurait plusieurs têtes, elle permettrait à chacun, dans tous les lieux, de définir pourquoi il soutient, d'après sa définition à soi donc en entrant en contradiction avec d'autres définitions du mouvement, créant ainsi le dialogue, le débat. On pourrait faire une chose complètement à l'opposé des autres candidatures qui, elles, essaient de défendre une ligne. Il faut



«... quelqu'un qui ait envie»

défendre non seulement des contenus, ça nous en avons, mais à la fois des contenus et une forme de démocratie. Si on restreint à un contenu, une ligne, une personne, on perd la démocratie. Celle-ci n'existe pas seulement envers les autres forces, mais c'est à l'intérieur de la candidature qu'elle doit s'exprimer. Elle ne peut s'exprimer que si elle est contradictoire. C'est la seule chance que nous ayons vraiment de faire un courant d'air en politique.

Il faut que le candidat soit quelqu'un qui ait envie de cette initiative, pas quelqu'un qui fasse ça en pis aller, poussé dans le dos parce qu'il n'y aurait personne d'autre; pas non plus quelqu'un qui ferait don de soi à la France comme Mitterrand... Par ailleurs, il faut que les gens qui l'entourent dans cette campagne plurielle sachent porter la contradiction à tous les niveaux et organiser partout les initiatives de débat avec cet objectif qu'après la campagne les problèmes politiques ne seront pas résolus et que la campagne doit faire voir à la sortie une réalité du mouvement et une possibilité de structure indépendamment du résultat.

Quant à l'objectif électoral, ce doit être l'objectif institutionnel des 10% ! Il ne faut pas avoir peur de lancer cet objectif politique qui changerait le rapport fondamental entre les structures pro-étatiques et les non-étatiques. S'il y avait cet appel d'air des 10%, ce serait un tremplin dans le sens d'une ouverture politique qui permettrait des tas de choses.

Le type de candidature à définir devrait aussi permettre de débattre à nouveau avec le PSU, avec l'ayatollah Garaudy, avec tous les groupes qui veulent présenter un candidat. Si vraiment c'est une candidature au pluriel, si vraiment c'est une candidature de mouvement, il n'y a aucune raison que le

magouilles...

Brice - Il existe un mouvement virtuel. Quand je suis invité à des meetings, je vois à peu près les mêmes gens partout : il y a les écologistes, il y a des consommateurs, des CFDT, des PSU, etc. C'est un mouvement virtuel, mais c'est aussi une culture : des comportements, des aspirations...

Daniel - Politiquement, tu peux définir le mouvement : il y a les libéro-libertaires, les socialistes-libertaires, les autonomes-libertaires, les écolo-libertaires, j'en oublie, et même les marxistes libertaires, les femmes libertaires, les pédés libertaires... C'est fondamental. Autant «libertaire» ne veut rien dire, autant ce mouvement se reconnaît non pas sur une idée de l'Etat de la société future mais sur un accord certain : repousser l'Etat le plus loin possible, décentraliser au maximum. Toutes les luttes qui repoussent l'Etat sont bonnes aujourd'hui. C'est vrai qu'il y a en cela une liaison naturelle qui va des anarchistes libertaires... aux rocardiens ! Les deux sont à l'opposé l'un de l'autre, mais il y a des échelles, des courroies de transmission, c'est une sorte de continuum entre les deux. Ça ne m'étonne pas du tout que le CÉRES ou Mitterrand attaquent ce qu'ils appellent «la gauche américaine» : c'est une ten-

dance étatique contre une tendance non étatique.

Brice - Moi je vois trois ennemis : l'étatisme, le productivisme et le nationalisme. Ce sont trois poisons contre lesquels le continuum est encore plus vaste. Comme tu le disais, l'axe c'est l'autonomie et c'est ce qui rend les choses particulièrement difficiles pour construire un mouvement : l'autre axe institutionnel, c'est la démocratie directe, alors...

Jean-Luc - Je veux bien qu'on débattre de ça, mais je tiens à ce qu'il soit dit que ce débat là, il n'existe pas dans les trois quart du mouvement. A preuve : après les magouilles sans nom qui se font faites autour d'Europe Ecologie, je croyais que ce serait le démantèlement complet du mouvement écolo. Or, les gens ont tout de même voté pour Europe Ecologie !

Daniel - Ça peut s'expliquer. C'est parce qu'on appelle «la mouvance écologique», elle n'en a que foutre des magouilles. Elle n'a pas voté pour ou contre les magouilles. Devant le tabac qui lui avait été donné pendant des mois, certains voulaient faire flipper les grands partis en donnant une force à un candidat écologique. C'est un moment de réponse. Un peu comme en Allemagne : j'ai vu en Allemagne les verts

électorales encore plus bureaucratiques; mais il y a des tas de gens qui votent vert rien que pour voir la tête des partis politiques le soir des élections. C'est une tendance anti-autoritaires : en fin de compte, on vote beaucoup plus contre les partis institués, contre l'Etat institué que pour ou contre les magouilles de l'écologie. Les gens sont assez loin de ces magouilles.

Jean-Luc - D'accord, il y a un côté positif à être loin des magouilles, mais il y a aussi un aspect négatif : ça signifie qu'on les nie et qu'on donne un blanc seing sans vouloir savoir.

Brice - Mais y a-t-il réellement eu des magouilles pour Europe Ecologie ?

Jean-Luc - Il y en a eu tellement que si les trotskards ont eu 3,4% de voix, c'est un peu grâce à ça : entre magouilles et magouilles, bien des gens ont finalement préféré voter plus à gauche que l'écologie.

Brice - Ça dépend ce qu'on entend par «magouille». Aux élections européennes, ce qu'on peut dire c'est qu'il n'y a pas eu de candidatures larges, enthousiasmantes. C'est plutôt un déficit de candidature. C'est ça qu'il faut essayer d'éviter à l'avenir.

partout !



Brice - Tout mouvement porte en lui ses propres institutions. Pour le mouvement ouvrier, ce n'est pas trop difficile : il lutte sur ses lieux de travail. Et puis il a inventé ses propres institutions, syndicat, comité d'entreprise, etc., qui lui permettent au bout d'un certain temps, d'avoir une pratique quotidienne. Pour le mouvement écologique, il n'y a rien, c'est partout. Va-t-il inventer ses propres institutions ? L'initiative référendaire est une idée d'institution qui permette d'échapper au dilemme manifestations-élections et de créer des modalités institutionnelles d'intervention permanente pour un mouvement qui se découvre une réalité nouvelle, des problèmes nouveaux.

On a à la fois un discours sur le contenu de la société, qui peu à peu s'éclaircit; on a l'idée, tout au moins dans une grande partie du mouvement, que le centre, c'est : «on en a marre d'être manipulés par de monstrueux appareils sur lesquels on ne peut avoir aucun contrôle, aucune prise»; et puis on a à réfléchir sur ces nouvelles institutions qui nous permettront d'exister.

Daniel - Je crois aussi que l'écologie en tant que mouvement dépend de la nécessité d'avoir des structures de communication, d'échange à l'échelon local, là où l'on vit, beaucoup plus qu'un autre mouvement. Toutes les institutions que tu peux créer, initiative référendaire ou autres, dépendent de la capacité des individus à participer à un débat politique sur «tout». Un des grands problèmes écologiques c'est par exemple la

production : comment entrer et en conflit et en débat avec les institutions ouvrières ?

Brice - Un axe sur lequel nous avons essayé de réfléchir, c'était de soutenir les associations de consommateurs et faire en sorte qu'il y ait débat direct entre consommateurs et syndicats d'entreprise. Une autre forme d'institution était les radios libres, moyen de communication directe. Et puis c'est tout le débat sur la décentralisation municipale...

Daniel - D'accord, les radios libres, ça se fera ou ça ne se fera pas, mais enfin c'est un débat politique. Pour la formation d'un mouvement d'écologie politique, je crois que ce qui est fondamental c'est de ne pas penser sa création comme un niveau institutionnel parisien. Il se créera ou ne se créera pas, seulement si le problème de sa création est posé partout, dans chaque ville, dans chaque région. Autant je ne crois pas à un basisme volontariste, autant je ne crois pas non plus à une création au sommet qui redescend ensuite vers le bas. Il faut en même temps travailler en haut et en bas de façon à permettre au maximum de gens de participer à cette création. C'est ça la difficulté : débattre en même temps partout et à Paris (ou dans une autre ville qui serait le sommet, mais ça paraît compliqué)...

Isabelle - Compliqué ? Pas du tout. A Lyon par exemple ce serait tout à fait possible...

pas à appeler ou ne pas appeler au désistement. Comme voix, il ne possède que la sienne, pas celles des gens qui votent pour lui. Par contre, on peut demander, longtemps à l'avance, à ceux qui veulent voter pour une telle candidature, de ne pas garder le secret de l'isoloir, mais d'affirmer, par des pancartes, des draps couverts d'inscriptions pendus à leurs fenêtres : «je vais voter pour cette candidature». On lancerait ainsi des débats dans le quartier, dans l'immeuble ou chacun habite.

hep ! vous ! je vous cause !

En même temps, sur le problème du désistement, ces pancartes diraient : «c'est ma voix (ou nos voix s'il s'agit d'un groupe) que vous voulez ? Eh bien venez me (ou nous) persuader, vous militants PS ou PC du quartier, que je dois voter pour votre candidat. Si vous voulez quelque chose de moi qui est ma voix, c'est moi que vous devez convaincre, et non le candidat X ou Y qui ne possède que sa propre voix, qui votera d'après ses idées à lui et c'est tout.»

En même temps toujours, car il faut comme Isabelle le dit utiliser les médias, le candidat doit dire que le problème du désistement ne se pose pas. Ce qui se pose, c'est : est-ce que les candidats parviendront à persuader les écologistes de voter pour eux. Le seul moyen de le savoir, c'est de faire des débats publics. Il faut que Monsieur Mitterrand ou Monsieur Giscard d'Estaing descendent dans l'arène du débat avec le candidat écologique pour lui expliquer quelles raisons aurait un électeur écologiste de voter pour lui. Le candidat écologiste répondrait en indiquant quelles conditions, si elles étaient remplies, feraient peut être voter pour tel ou tel. Donc faire de la candidature un moyen de pression politique, non pas par marchandage de voix, mais par débat sur le contenu.

On exigerait des débats à la télévision. Et puisque les radios ont de longues émissions à la Gonzague Saint-Bris, on ferait des débats non stop et quand le candidat écolo n'aurait plus rien à dire, il serait relayé par les auditeurs qui téléphoneraient, qui répondraient aux candidats, qui se répondraient entre eux. On forcerait les médias à s'ouvrir. Le candidat ne serait plus un terminal d'information, mais les gens seraient au début d'un processus d'influence.

(à suivre la semaine prochaine :
l'initiative référendaire, l'avortement, Rocard, ...)
propos recueillis par Isabelle Cabut

nationalisme partitaire l'emporte. Le PSU, tout ce qu'il défend, il peut le défendre, en tant que PSU, dans une candidature au pluriel.

Jean-Luc - C'est un peu le sens qu'avait la candidature Piaget en 74.

Daniel - Oui, mais personne n'est parvenu à donner une réalité à cette candidature, parce qu'elle reposait sur l'image de Lip à un moment donné de l'histoire.

Jean-Luc - Dans la réalité, je ne vois pas tellement l'ouverture par rapport aux autres mouvements. Ça signifie que le mouvement écolo tourne en rond et que la question de sa structuration passe avant les autres ?

do you speak écolo ?

Brice - Etant «dans l'écologie» depuis longtemps, je peux dire que c'est un mouvement, alors que ce n'en était pas un au départ. Et je crois qu'il a besoin, ou envie, de signes de reconnaissance. Un peu comme le langage sert à la fois à se marquer comme faisant partie d'un groupe que de communiquer avec les autres groupes. Jusqu'à présent, le mouvement a ressenti la fragilité de son absence de frontière, du fait que n'importe qui pouvait y venir, et il cherche aujourd'hui à se rassurer en se donnant des signes nets de reconnaissance, d'appartenance à un groupe mieux défini. C'est sans doute cette nécessité qui est parfois ressentie avec déception comme un débat classique, habituel.

Quant à l'ouverture aux mouvements sociaux, elle est permanente, mais les autres mouvements sociaux sont parfois difficiles à transformer en partenaires. Le mouvement écologique est pour l'instant l'expression la plus cristallisée du mouvement tout entier, alors que les autres composantes sont plus difficiles à trouver.

Isabelle - Ce qui fait notre originalité, c'est que le besoin d'expression politique, ressenti aujourd'hui par beaucoup de militants, n'apparaît (au bout d'années de réticence) presque que comme un accident de l'histoire, une nécessité passagère. C'est peut-être ce qui va nous permettre une expression originale, correspondant bien à notre identité polyforme d'écologistes.

Daniel - La mouvance écologique, dont je ne prétends pas donner une définition, mais que je décris telle que je la vois à travers les gens que j'ai rencontrés, me donne cette impression : le désir d'occuper le terrain politique, dans le vide qu'a défini Marc tout à l'heure, est feiné par l'incertitude quant à une pratique écologique quotidienne. Toutes les initiatives, pétition, référendum, moratoire, sont de type «signature». Il y a un désir d'occupation du terrain localement, c'est à dire de pratique, de subversion, d'influence sur les gens, donc de trouver des formes d'expression qui sont incertaines. En effet, et c'est là un des problèmes, l'écologie a fait un chemin : la critique écologique est devenue un... jence. Mais ce qu'on n'a pas retrouvé, en dehors d'objectifs comme le nucléaire, c'est une définition écologique permettant d'intervenir sur tous les problèmes de la société.

Marc - Sur des objectifs comme le nucléaire, il était facile de trouver des mots exprimant la lutte et de dire : c'est ça l'écologie. Mais quant il s'agit d'intervenir sur les institutions ou dans le champ politique ce n'est plus la nature, l'environnement qui sont en cause, mais ce sont les libertés, les rapports sociaux. On est tout de suite plus mal à l'aise. Sur ce terrain, il devient plus difficile de fonder notre intervention sur l'appartenance à la mouvance écologique.

Sur l'initiative référendaire, par exemple, les femmes ou n'importe quel mouvement social pourraient avoir cette exigence. Le problème est donc un problème de fondation. A partir du moment où on intervient sur le problème des libertés, de la démocratie au sens plein du terme, c'est vrai qu'on n'arrive plus bien à faire le lien entre notre pratique militante de quartier ou de terrain, pratique de défense de l'environnement plus qu'autre chose, et cette pratique là qui pourtant a pour but de permettre à la première d'exister.

Isabelle - Pour donner une réalité à notre projet, j'aimerais bien qu'on descende un peu aux ras du sol et qu'on cherche des idées, des modalités. Ce ne sera pas facile à mener, à exprimer une candidature multiple et parfois contradictoire, en démocratie directe... Vous avez des idées, vous ? Comment, par exemple, utiliser les moyens mis à notre disposition, radio, télévision ?

Daniel - Le type de candidature au pluriel peut nous amener à des idées comme la suivante. Le candidat quel qu'il soit n'a



suite de la campagne
pour la dépénalisation de l'usage du cannabis

Pas de fumée sans flics

En Belgique, on estime que la justice est mieux armée que la médecine pour lutter contre le cannabis et surtout ses adeptes. La loi, révisée en 1975, a supprimé la distinction entre drogues dures et drogues douces. Mais elle ne dit pas textuellement que l'usage des drogues est un délit.

Il n'est plus rare cependant à la 11^e chambre du Palais de Justice de Liège, spécialisée dans les affaires de drogues, de maquiller alors un simple fumeur de H en trafiquant, de subir des réquisitoires effarants dont le contenu présage à l'avance des condamnations à suivre. Un exemple parmi tant d'autres : « Nous vivons une époque où l'on demande la libération de l'avortement, la libération de la pornographie, et on demandera la libération du cannabis. Dans le même temps, on fait campagne contre le tabac. D'après une étude criminologie de 1977, 10 grammes de haschich suffisent pour provoquer 100 à 150 ébriétés cannabiques, c'est à dire des bouffées délirantes et de la schizophrénie. Le cannabis, déjà dangereux en soi, est souvent mélangé à de l'opium pour créer une toxicomanie. Il y a un prosélytisme extraordinaire dans le milieu des drogués, où on se ravitaille réciproquement. Les médecins et les sociologues estiment qu'un usager fait 2 ou 3 nouveaux adeptes par mois. Il faut donc intervenir d'urgence. Tout drogué porte en lui un trafiquant potentiel... »

J'ai profité de mon séjour à Bruxelles pour rechercher dans la presse quelques délibérés de jugements en la matière. Voici, en guise de plat de résistance quelques condamnations prononcées à la 11^e chambre correctionnelle de Liège. Pour 25g ou pour 5g de H : 1 an (le 25/10/76). Pour 2 grammes : 18 mois et 15 mois avec sursis (14/11/77). Deux allemands qui possédaient 4 g de Hashich : 1 an ferme chacun !

Ajoutons également qu'un article spécial de la loi en vigueur accorde des réductions de peine, voire l'immunité à ceux qui dénoncent d'autres fumeurs. Entre 1969 et 1973, 91,4% des condamnations par le Tribunal de Bruxelles pour des affaires de drogues concernent le cannabis contre 2% seulement pour l'héroïne.

La machine fonctionne bien, et les amendes, les confiscations, les sursis de cinq ans, les mois et les années de prisons pleuvent contre les petits usagers. Dans l'ancre de la machine, le prévenu est seul, abasourdi, terrorisé. Le lendemain, une certaine presse consciente de sa mission répressive parallèle applaudit la sévérité « justifiée » du juge qui, s'il avait essayé ne serait-ce qu'une fois jugerait sans doute moins connement; d'une presse qui attise la peur du fumeur et se moque à l'occasion de sa tenue vestimentaire, de la longueur de ses cheveux. Quand il s'agit d'une fille, on sous-entend que c'est une demie-pute...

En Belgique, voici plus d'un an, quelques personnes se sont dit qu'on ne pouvait plus tolérer que des gens soient envoyés en prison ou condamnés à de lourdes amendes pour le simple fait d'avoir fumé un joint ou été trouvés en possession de quelques grammes de H. L'idée de se constituer en comité et de lancer un appel leur fut venue lors de l'occupation de la pelouse de la place Fernand Cocq par des lycéens. De la pelouse à l'herbe, il n'y avait qu'un pas...



C'est en effet de la pelouse de cette place du quartier Ixelles (quartier marginal de Bruxelles) que 600 à 700 lycéens manifestèrent le droit de se réunir sur la pelouse interdite à l'heure du casse-croute et accessoirement... d'y fumer un joint. Le comité pour la légalisation du cannabis part de là, tire 5 000 tracts en trois jours pour appeler à un smoking le 31 mai suivant. On fait venir Peter Tosh qui entrera en scène le joint au bec : c'est le délire dans le public.

Le comité s'ouvre bientôt aux Trotskyistes et aux écolos qui chercheront ensemble une solution à la répression sur le cannabis et le moyen de financer la campagne. Les projets fusent. On cherche à rompre avant tout l'isolation des usagers et pour cela, le comité loue une BP, systématiquement visitée par les flics. Dans le cabinet Graindorge, il recrute quelques avocats disposés à reproduire l'expérience anglaise qui consiste à mettre sur pied une permanence téléphonique pour laquelle chaque usager interpellé peut avoir recours. Mais en septembre, coupé de sa base par une BP en permanence filtrée, le comité s'essouffle. La ligue communiste décide de se retirer et c'est l'éclatement.

La répression s'accroît de jour en jour. Fin juillet 1979, à l'occasion du Millénaire de Bruxelles, une grande fête rassemble des milliers de jeunes fadas de Rock. A la fin du concert, la police ramassera 1 400 résidus de joints et décide après coup d'interdire la moindre représentation de Rock dans la ville. La réplique ne se fait pas attendre. Le 3 août, le groupe Rock Against Raciste organise un concert pirate, place de la Monnaie, qui rassemblera 10 000 jeunes. De violents heurts avec la police éclateront dans différents endroits de la ville et une poignée d'autonomes profiteront pour dévaler les quartiers chics et raser quelques vitrines alléchantes. C'est la stupéfaction chez les bourgeois pépères. Bruxelles découvre sa jeunesse, une jeunesse qui, pour la presse du soir, « se drogue et casse »...

C'est dans cette atmosphère surchauffée que renaît de ses cendres le Comité de Réforme des lois sur le Cannabis. Un membre de ce comité m'a expliqué ses buts : « Nous voulons faire quelque chose pour le cannabis uniquement. On veut absolument faire la distinction avec les drogues dures. D'autre part, on ne s'occupe que du problème des utilisateurs. On n'a rien à voir avec les trafiquants. Les gens qui sont dans ce comité se placent sur un plan social. Ils ne veulent pas changer toutes les lois, mais seulement celles qui répriment les consommateurs de cannabis. Nous voulons arriver à la situation qui existe dans certains Etats des USA, où le cannabis est décriminalisé, l'utilisateur risque seulement la confrontation et une légère amende, sans risque d'autres poursuites judiciaires. Il est impossible de demander la légalisation à 100% car il existe un accord signé en 1961 par tous les membres de l'ONU, qui interdit à tous les pays de légaliser le cannabis. Tout ce qu'on peut faire, c'est réduire les peines... »

De grands projets sont en cours, notamment au niveau international. Mais, je ne vous en dis pas plus.

Mandrin

Viva la tisana!

Tu reproches aux détracteurs de ta nouvelle rubrique jardinage (N° 290 de la GO) d'amalgamer drogues douces et drogues dures. Un tel reproche est toujours amusant de la part d'un journaliste qui se livre lui-même à cette politique en assimilant joyeusement et sans complexe, dépenalisation et promotion des drogues douces. Je veux dire qu'il est normal qu'une campagne pour la légalisation du H trouve sa place dans un hebdo d'écologie politique qui se bat pour une société plus libre et plus démocratique, mais peut-on pour autant encourager la consommation de H en donnant de nombreux conseils pour la cultiver chez soi (N° 285 et 289 de la GO). Entre dépenaliser et promouvoir la consommation de H il y a un fossé énorme que la GO a franchi allègrement à mon grand étonnement sans débat ni même hésitation.

La lettre que tu as reçu de J. Exbalin n'a pas de toute évidence été publiée dans son intégralité dans le N° 288 de la GO, et la place qu'il lui a été accordée (quelques lignes dans la rubrique courrier est dérisoire par rapport à celle consacrée à ta réponse. Il eut été plus honnête, à mon avis, et surtout plus intéressant de publier face à face intégralement les deux articles, pour éviter maintenant de rester sur l'impression désagréable que la GO refuse tout débat contradictoire sur la promotion du H en ne donnant réellement la parole qu'aux propagandistes de l'Herbe. C'est inquiétant pour un canard qui se prétend libre et prêt à ouvrir largement ses colonnes aux lecteurs.

Je crois que la légalisation du H comme celle de l'IVG ne doit pas être comprise comme un encouragement à la consommation de drogues douces ou à la pratique de l'avortement mais comme une possibilité de régler les problèmes par des méthodes non répressives, notamment par une large information sur les différents moyens contraceptifs et sur les dangers qui guettent aussi bien le fumeur de tabac que de H, information qu'un hebdo d'écologie politique qui souhaite rester cohérent se devrait de diffuser. Car le H est nocif, Mandrin,

tu le veilles ou non... beaucoup moins que les drogues dures, c'est certain, mais tu ne peux soutenir pour autant qu'il soit totalement inoffensif ou qu'il soit moins dangereux que le tabac. Je note que J. L. Bennahmias ne rejette qu'une seule des deux accusations que porte R. Pichelin de l'Humma sur le H, à savoir ses effets stérilisants, mais néglige de contester (et pour cause) les effets plus cancérigènes du H que ceux du tabac sur l'organisme. Je crois, au contraire, qu'il aurait été utile d'en parler. Savoir que demain je peux crever cancéreux, donnerait un drôle de goût, crois-moi, au plaisir que je pourrais éprouver, aujourd'hui, en fumant, que ce soit du H ou du tabac. Mais pourquoi, Bon Dieu, la GO tait-elle les dangers du H, et n'évoque que les plaisirs qu'il peut offrir? Se refuserait-elle tout effort d'objectivité?

Je pense comme toi, Mandrin, qu'il ne faut pas mentir, ou tu sembles raffoler des affirmations gratuites, lorsque tu écris, notamment que : «L'on fume par plaisir et l'on boit pour oublier». Cette distinction n'a aucun sens. Le soulagement que ressent l'alcoolique en buvant est une forme de plaisir, le plaisir d'oublier. Ne serait-ce que le fait que nous allons crever. Alors dans ces conditions pourquoi refus-tu aux alcooliques, ce que par ailleurs tu accordes aux fumeurs?

Sur quoi te bases-tu donc pour affirmer que fumer est plus agréable que boire? La seule distinction valable, à mon avis, entre l'alcool et le H est formulée par les deux copains Font et Val, pour qui «la drogue est le ricard du beauf non-violent!» Je continue d'être persuadé, comme Fournier l'écrivait, que nous changerons la société et la vie, que si nous changeons aussi notre vie quotidienne, en la rendant plus saine, en arrêtant de fumer par exemple. D'ailleurs comment pourrions-nous continuer honnêtement de lutter contre les pollueurs de tous poils si nous nous enracinons nous-mêmes les poumons? Et comment continuer de dénoncer les effets cancérigènes de l'industrie nucléaire, si nous nous inoculons les cancers en fumant tabac et H? Bref que les drogues douces deviennent légales comme le sont les autres drogues : alcool, tabac, médicaments. Mais n'en encourageons pas la consommation, sous peine de perdre toute crédibilité et toute cohérence.

Laurent Ponvienne
A.T

réponse : A pied joint



Aïe, aïe, aïe... ça se confirme. Après le «papa donneur de leçon», voici le «grand-frère instituteur». Va vraiment devoir changer de ton avant que toute la docte famille y passe. Pour information, Laurent, j'essaie non pas de donner uniquement mon opinion personnelle sur le Haschish mais également de traduire l'expérience et la réflexion de quelque cent lecteurs qui m'ont écrit ou ont écrit au journal sur ce sujet.

Je reprend tes arguments dans leur ordre originel.

a) A aucun moment la GO n'a tenté de promouvoir la consommation du cannabis. Dans mon esprit, la page consacrée à la culture de l'herbe s'adressait particulièrement aux usagers, à ceux-là qui le plus souvent ont affaire à certains personnages douteux pour s'en procurer. Car, sans doute l'ignores-tu, mais pour un véritable trafiquant - et je ne parle pas ici des occasionnels - le cannabis n'est pas intéressant : le bénéfique n'est pas assez important. Alors un jour, le dealer dit à son client : «Aujourd'hui, je n'ai pas de H, mais essaie ça, ça a les mêmes effets». Et il lui refile de l'opium, par exemple. Une personne non informée risque ainsi, après plusieurs prises prolongées, d'être «accrochée» sans le savoir. Voilà ce qu'a cherché à briser la GO en publiant cette page.

b) Il est exact que ta lettre de J. Exbalin n'a pas été publiée dans son intégralité. Moi même, je n'en ai pris connaissance qu'à la sortie du journal, comme les autres lecteurs de la GO. Ma réponse à la lettre du Président des AT du Val d'Yerres se voulait informative et répondait à certains mythes qui courent généralement dans les couloirs du mouvement écolo sur le cannabis, et donc dépassait largement le petit cas d'Exbalin. La GO ne refuse aucun débat contradictoire, bien au contraire, la preuve en est la publication de ta lettre et ma réponse. Mais elle constate que les «propagandistes de l'herbe» sont largement majoritaires et qu'elle se donne un mal fou à publier les détracteurs.

c) Je persiste à dire que le H est moins nocif que le tabac. Je n'ai jamais prétendu qu'il était totalement inoffensif, tout est question de dosage. Mais plus naturel, ça oui! Si, comme le tabac, l'herbe contient du goudron, la nicotine est cependant absente dans sa composition. De plus, le tar (ou goudron) peut-être atténué grâce à la pipe à eau pure, comme je l'ai expliqué dans le N°291. Je me demande donc à mon tour sur quelles affirmations tu t'appuies en affirmant que le H est plus cancérigène que le tabac. De toute l'histoire médicale, on ne connaît qu'un cas de mort par cannabis : un type en Inde qui avait fait le pari d'en manger deux kilos...

Compare ça avec les morts par alcoolisme ou par le cancer du poumon provoqué par le tabac. Le plus grand danger du H actuellement, c'est encore la prison. Les gens ne se porteraient donc pas plus mal s'ils pouvaient choisir entre les deux. La défense du droit à ce choix me paraît donc justifiable. La faiblesse des gens vis à vis du tabac n'excuse pas la fermeté des flics vis-à-vis des fumeurs de H. Même si les raisons du rejet du H ne sont pas claires en théorie, l'emprisonnement des fumeurs est un phénomène concret, dont on ne peut nier l'existence. Et c'est sur cet état de fait contre lequel la GO combat en priorité. Quand aux soit-disant dangers réels ou supposés du H, je préfère celui d'un produit que je prend pour mon plaisir au danger de la clandestinité, un autre esclavage...

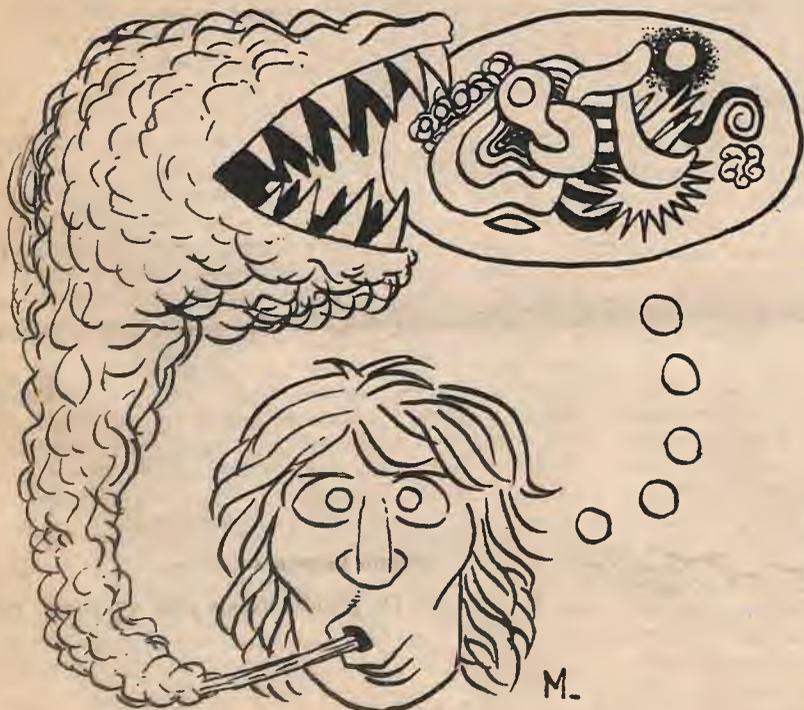
D) Chaque civilisation a sa drogue. Apparemment, l'homme ne peut vivre sans drogue. A un moment ou l'autre de sa vie, il a besoin de modifier son état. Dans la civilisation judéo-chrétienne, cette drogue, c'est l'alcool. En s'imposant au monde, cette civilisation a aussi imposé l'alcool. Elle a forcé les autres peuples à l'adopter, tout en leur interdisant des autres substances, qu'ils utilisaient parfois depuis 3 000 ans!

Je m'appuie sur mon expérience personnelle pour dire qu'on boit pour oublier et qu'on fume pour le plaisir. Elle vaut ce qu'elle vaut. Mais as-tu essayé les deux avant de philosopher sur l'alcoolisme et dénigrer le cannabis? D'autres différences existent : je n'ai jamais dégueulé en fumant du H. L'alcool a généralement tendance à accentuer les problèmes (d'où agressivité) tandis que le H provoque plutôt le phénomène inverse, l'ambiance aidant. L'alcoolique est seul, les usagers du cannabis fument le plus souvent en groupe, etc...

Enfin, si j'étais toi, je ne chercherais pas à convertir les fumeurs de cannabis ou même de tabac avant de lutter contre la circulation automobile dans les villes puisque celle-ci est responsable à elle seule d'innombrables cancers du poumon et de ces bronchites qui affaiblissent les adultes et tuent les vieillards. De lutter contre le traitement au mercure du blé et de tous les autres grains. Ce mercure qui s'accumule dans l'organisme provoquant des troubles croissants, des malformations de nouveau-nés et la mort, une mort atroce. De lutter aussi contre l'amiante, substance hautement cancérigène, employée comme filtre dans l'industrie alimentaire.

Allez Laurent, t'as encore du pain sur la planche.

Mandrin



QUI ? HONNEUR DE LA POLICE

Vous vous rappelez certainement l'affaire Curiel, assassiné par des commandos «Delta» à la suite d'une campagne de presse (déclanchée par G. Suffer dans *Le Point* du 26 juin 76) l'accusant sans preuves d'espionnage au profit des pays de l'Est. Ce n'est bien sûr pas le seul exemple du rôle d'une certaine presse qui dépasse largement le bavardage idéologique pour désigner des victimes à la justice (voir François Pain arrêté pour un photo publiée dans *Minute*) ou des groupes parapoliticiens. Gérard de Villiers (auteur de S.A.S.) reprenait ce procédé maintenant répandu en publiant dans *Paris-Match* en février 78 des accusations graves contre Jean-Pierre Vigier, chercheur en Physique théorique au C.N.R.S.. Son article, repris par *Minute* un peu plus tard, accusait Vigier d'être responsable de l'introduction en France et au C.N.R.S. d'un espion est-allemand (Dobbertin, qui d'ailleurs n'a toujours pas été jugé comme tel).

Précisons tout de suite que l'«affaire Vigier» s'est considérablement dégonflée puisque la société *Paris-Match-Filipachi*, puis Gérard de Villiers la semaine dernière ont été condamnés en diffamation. Il a été en effet prouvé que non seulement Vigier n'est intervenu à aucun moment dans le processus de recrutement de Dobbertin mais encore que la notion d'«espionnage» n'a aucun sens au C.N.R.S., voire même dans les services où travaillait Dobbertin.

On pourrait sans doute classer l'affaire si elle n'avait pas été reprise à un très haut niveau et, plus grave encore, donné lieu à des menaces écrites et téléphonées contre J.P. Vigier, revendiquées par le groupe «Honneur de la Police».

Ainsi, Robert André Vivien,

député RPR, cité comme témoin par Gérard de Villiers (il ne s'est d'ailleurs pas présenté à l'audience) se permettait le 14 novembre dernier d'intervenir sur ce sujet à l'assemblée et de demander confirmation publique de ses accusations à Bonnet. Lequel répondait de façon suffisamment ambiguë pour qu'on ne sache pas s'il confirmait pour Dobbertin seulement ou aussi pour Vigier. Rappelons que Bonnet, comme ministre de l'Intérieur n'a pas le moindre mot à dire même sur Dobbertin, n'ayant pas en principe accès au dossier de l'instruction... à moins qu'il n'en ait violé le secret.

Quant aux menaces de mort de «Honneur de la Police», Vigier les prend tout à fait au sérieux, en ayant reçu dans les lieux les plus inattendus, ce qui prouve qu'il est suivi de très près. Il a d'ailleurs redemandé une protection à la Préfecture, sans suite... Cette affaire est significative, en la matière d'une escalade : en effet si Curiel et Goldman avaient été jugés (innocent pour Goldman, Curiel n'ayant été condamné qu'à une assignation à résidence, vu l'inconsistance du dossier), Vigier lui n'a même pas été inculpé, ni même entendu par les flics dans le cadre de l'affaire Dobbertin. Les accusations dont il est l'objet sont de plus d'autant plus ridicules que Vigier a quitté le PCF en 66 après plusieurs années de contestation anti-stalinienne ; le fait qu'il ait été choisi comme cible ne semble pouvoir s'expliquer que par son rôle central dans le «Comité contre l'Europe germano-américaine», qui a publié notamment quelques «secrets» de polichinelle concernant l'armement nucléaire de la RFA.

Plus largement cette affaire pose le problème de la multiplication des attentats des extrêmes droites en France : assassinats de Curiel, Laïd Sahaï, Goldman, tortures de Heide Kempe Botcher,

assassinats de militants basques du Sud en France. La question de la complaisance de la Police n'est plus à poser. Comme le disait cyniquement Bonnet le 7 décembre dernier : «Mes services ont déferé depuis 77 28 auteurs d'attentats se réclamant d'une idéologie d'extrême-droite, et 140 auteurs d'attentats en Corse et en Bretagne».

C'est plutôt sur l'action directe des services de police qu'on peut s'interroger aujourd'hui. Le groupe «Honneur de la Police» représente-t-il des francs tireurs, ou a-t-il des liens queconques avec des services comme le S.D.E.C.E. dont l'action semble bien se diriger aujourd'hui vers le «renseignement intérieur» comme le soulignait *Le Monde* du 19 juillet 78. Il est pour le moins curieux par ailleurs que la «Fédération professionnelle et indépendante de la Police» (extrême-droite) bénéficie de locaux dans la préfecture de Police, où elle héberge de plus l'association «Légitime Défense» (dont le discours, rappelons-le, est très proche de celui de l'Honneur de la Police, voir le *Nouvel Obs* du 26 novembre 79). Le récent coupe de filet dans le «milieu» bordelais semblerait avoir révélé par ailleurs des liens entre le «milieu» français et les services secrets espagnols. Pourrait-on envisager des liens analogues entre le S.D.E.C.E. et le milieu espagnol (voir à ce sujet l'enquête de Libération à propos de l'assassinat de Goldman).

Une telle coïncidence entre des accusations de la Presse, celles de M. Bonnet et les menaces de l'Honneur de la Police, permettent de supposer que les services du second ne sont pas totalement étrangers au climat inquiétant qui s'instaure en France.

Valérie Marange

illusions Bonnet

Le projet de loi Bonnet, relative à la prévention de l'immigration «clandestine», a fait la navette entre les différentes institutions françaises, depuis le mois de mai dernier. Adopté en première lecture par les députés le 29 mai dernier, elle fut rejetée par le Sénat un mois plus tard. Les vacances estivales interrompent pour trois mois ce chassé-croisé. A la rentrée, c'est M. Bonnet lui-même, qui oblige les sénateurs à refuser sa loi. Le scénario est simple : les sénateurs ayant amendé «plus qu'il ne fallait» cette loi qui modifie l'ordonnance de 1945. Le Ministre de l'Intérieur demande lui-même à ce que cette loi «trop dénaturée» par un Sénat moins «sage» qu'une Assemblée Nationale docile, malgré les dénunciations de tous les députés de la gauche (PS, PC, MRG).

Le texte définitif légalise l'internement administratif de type Arenc, dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire. Il autorise l'expulsion des travailleurs immigrés qui «troublent l'ordre public» (manifestation ou grève). Il autorise l'expulsion pour toute condamnation dépassant deux mois fermes. Il autorise l'arrêt, depuis juillet 1979, de l'immigration familiale. Cette loi n'est que le premier volet tryptique de lois qui vont quadriller les immigrés.

En effet, reste en veilleuse le projet de loi Barre-Stoléro sur le renouvellement des titres de séjour et de travail des immigrés pour en faire des «clandestins», reste en veilleuse un projet de loi

d'Ornano relatif aux conditions de logement en foyers des immigrés. Il suffira qu'au printemps prochain ces «projets» passent pour que la boucle soit bouclée.

On leur suggère à ces chers législateurs, un projet de loi relatif à la vie sexuelle des immigrés, un projet de loi instituant une bonne conduite, et pourquoi pas un projet relatif à notre aspect vestimentaire.

La loi Bonnet fut votée le 6 décembre 48 heures après, 15 travailleurs mauritaniens et sénégalais sont expulsés, après une grève de trois semaines à Marseille.

Avant l'adoption définitive de la loi Bonnet, une loi raciste, sélective, et peut-être même anti-constitutionnelle, plusieurs voix se sont élevées pour la dénoncer (l'église, les médecins, les syndicats, les partis de gauche, les associations de solidarité Français-Immigrés, etc...). Mais le 29 mai dernier, au rassemblement appelé par 32 organisations pour protester contre la loi Bonnet, il y avait sur le parvis 300 personnes dont la moitié d'immigrés. Le mouvement de protestation contre la loi a été insuffisant pour que le gouvernement recule, le recours devant le tribunal constitutionnel déposé par les groupes communistes et socialistes de l'assemblée est-il autre chose qu'une «dernière salve», qui vient confirmer que certaines illusions...

Sans Frontières....

SANS FRONTIERE est un nouveau bi-mensuel. Le N°3 est sorti mardi 18 décembre, fait par des immigrés, diffusé depuis le 20 novembre en kiosque. Sans frontière projetée de devenir hebdomadaire, il a besoin de 2000 abonnements pour vivre :
6 mois : 80F 1 an : 160F
Abonnement de soutien à partir de 250F.
SANS FRONTIERE : 35 rue Stephenson, 75018 Paris. Tél.: 606 15 68

SPECIAL DERNIERE : Samedi 15 décembre 1979. 16h28, opération coup de poing à Belleville dans le cadre de l'application de la loi Bonnet-Stoléro. Telle l'époque vichiste les cars attendaient aux bouches de métro une cargaison d'immigrés dûment triés par notre dévouée police. A suivre...

Croissant au parloir

Comment ça s'est passé ? Il a fallu ouvrir la braguette, écartier bras et jambes tandis que le flic me promenait sur le corps une bouche en fer qui criait chaque fois qu'elle rencontrait du métal. Même la fermeture de mes boots qu'on m'a fait retirer pour voir si je n'y avais pas caché une lame. Puis traverser des corridors et des corridors grillagés dont on refermait les portes derrière moi, des sas où s'activaient des flics au téléphone, où derrière des guichets on vous échangeait vos papiers contre d'autres, jusqu'à l'ascenseur géant où je suis rentré avec deux flics de la police criminelle et deux gardiens. Enfin le 7ème étage, où on a suicidé les avocats avant d'y enfermer l'avocat.

Lui dans une salle, avec deux matons, fermée à clef de l'extérieur ; moi dans une autre, avec deux flics dont l'un parlait français (si on veut) nous aussi enfermés, à nous parler à travers la cloison vitrée, tandis que les quatre autres ouvraient leurs esgourdes, l'air pensif et korrekt.

C'était la première visite d'un avocat que Klaus Croissant recevait depuis le mois de

février, époque de sa condamnation. Mais comme je n'avais pas été son avocat, il a dû pour me voir renoncer à la visite de sa compagne et de son enfant. Nous avons trois quarts d'heure pour discuter de ce qu'il ferait après sa sortie de prison, prévue pour le trois janvier 1980. Puisque les autorités allemandes lui donnaient un mois pour vider les lieux, nous sommes tombés d'accord : il resterait en Europe où son action, ses épreuves ont un sens et un avenir pour nous tous, au lieu d'aller comme d'autres amis le priaient, chercher un refuge ailleurs au soleil. Après tant de batailles prioritaires pour nous, il est temps d'engager la dernière et d'en faire une victoire.

Puis ç'a été la surprise. A la fin de l'entretien le gardien chef adjoint est venu lui dire qu'il était libre, l'administration pénitentiaire reconnaissait qu'elle s'était tout simplement trompée dans ses calculs. Comme quoi, un ordinateur, ça ne vaut pas un militant. J'ai attendu à la porte de la prison qu'on le jette dehors avec ses effets dans des cartons mal ficelés, le temps qu'arrive une camionnette louée par des amis.

Le soir, on a bu une bouteille de vin blanc et constaté que la libération anticipée nous imposait de travailler deux fois plus vite à la réalisation de nos projets ; mais l'optimisme est resté.

Il n'y a aucun intérêt aujourd'hui pour les autorités allemandes, alors qu'on se prépare à nous glisser en douce la camisole d'un espace judiciaire de répression, de récupérer Klaus à tout prix pour lui tenter un faux procès (dont je serais). Nous saurions le faire exploser à leur nez : le dossier de Klaus est vide !

Je viens de rendre visite à l'Assemblée Européenne où j'ai rencontré des membres de la commission juridique qui ont déjà blâmé le refus du gouvernement français de laisser Cohn-Bendit rentrer en France. J'ai cru comprendre que la majorité de la Commission, y compris les délégués socialistes allemands, ne seraient pas les derniers non plus à condamner le refus de laisser Klaus revenir en France.

Je ne vois d'ailleurs pas l'intérêt pour les autorités françaises d'être plus allemandes

que les Allemands à ce sujet. J'ajoute qu'elles connaissent son dossier, que la justice française, pourtant peu indulgente pour Klaus a rejeté les accusations les plus graves portées contre lui en Allemagne il y a plusieurs années et sur la base desquelles de nouvelles poursuites seraient engagées.

Klaus a lui aussi des racines en France, des cousins à Montbéliard. Du travail l'attend : suspendu pour deux ans de l'exercice de notre profession en Allemagne, il a la possibilité de collaborer à mon cabinet — situation bourgeoise — comme c'est l'usage, en attendant de pouvoir reprendre sa robe, sa lutte et sa vie normale.

Ainsi travaillerons-nous — modestement mais plus efficacement qu'avec des imprécations — à bâtir, en face de la Communauté Européenne des promeneurs, celle plus sympathique des avocats et de la Défense.

J. Vergès

Rien ne sert de voter à temps,
il faut élire
à point !



...Il était une fois, en l'an de grève 1981, la gentille fée Carabosse (Tiens, la revoilà celle-là !) qui asséna un grand coup de baguette magique sur le «front» des alliances politiques du peuple Hexagonal. Bouleversés, quand ils virent le Palais Bourbon, transformé en potiron, les parlementaires appelèrent à la rescousse leurs marraines, la bande des quatre vilaines fées.

Dés lors, saisis par l'enchantement et sous l'autorité du sceptre de Valy 1er le Butin, roi d'Hexagone, tous les «ringards» convergèrent enfin. On nationalisa les sondages d'opinions, le ministère de la justice et l'espace carcéral passèrent sous contrôle du secteur privé, l'enseignement de l'écologie devint obligatoire. Puis des événements étranges eurent lieu à gauche comme à droite...

De son côté, le Parti de la fée socialiste provoqua un congrès extraordinaire. En effet, quelques temps avant, les chevaliers Mitterrand et Rocard, participant à une «table ronde», avaient annoncé qu'ils étaient fatigués des intrigues partisanes trop lourdes. En conséquence, ils s'étaient démis de leurs

fonctions et avaient exprimé le «Vœu» de retourner à la base du Parti comme de simples écuyers dans une attitude de saine et franche «camaraderie». De sorte que le bureau, nouvellement élu et pris de court, décida de rechercher et de proposer comme candidat aux élections royales un homme clairvoyant et donc en dehors des partis en général et du PS en particulier. Une motion votée à l'unanimité du congrès invita toutes les forces de gauche à les rejoindre dans cette «nouvelle» aspiration et à les aider dans la recherche de cet homme «Commun».

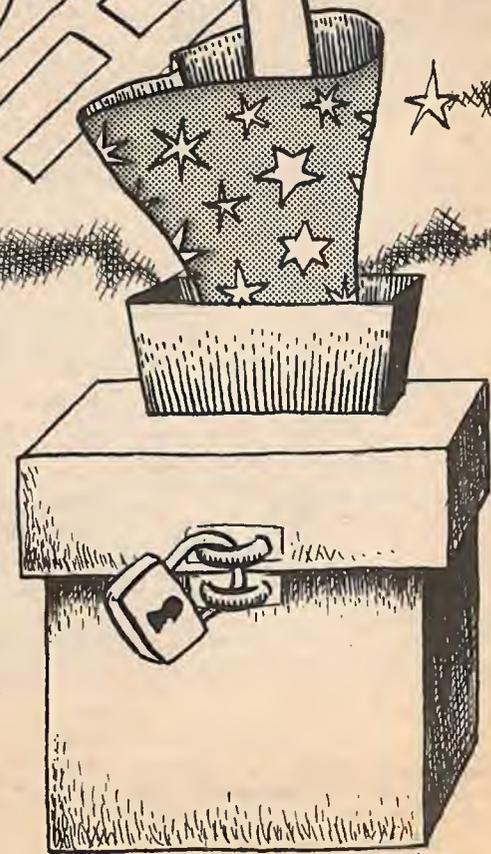
Quand au Parti de la fée Communiste, le Comité central occupé jusque là à obtenir un «bon accord» avec ses lutins intellectuels, décida de ne faire aucun commentaire... Il devait d'abord démocratiquement consulter les pauvres «Hères» de sa base et... son secrétaire général, alors en vacances chez son collègue Tito le Vieux. Raymond Poulidor, nouveau président des Radicaux de gauche, se déclara d'emblée favorable à cette formule. On chercha partout. Des

trou- pes (en «Mouvement»... bien sûr.) sociales. Bien des lances furent brisées mais quelques tournois après, au printemps, Léon Bitume, chevalier écologiste, fut appelé à rentrer en lice. (Léon Bitume s'était rendu célèbre par les voies piétonnes aménagées autour de ses châteaux et, par le fait qu'il était le dernier partisan convaincu du «non-cumul des mandats».

Les Seigneurs de Droite, usés, divisés, ricanèrent et présentèrent leurs 113 candidats. Léon Bitume fut élu dès le premier tour. Il régna sous le nom de Léon le Vert... certes, peu de temps...

En effet, son premier acte fut de demander à tous les responsables politiques, syndicaux, religieux, associatifs, économiques qui exerçaient plus d'un mandat de démissionner. 45% de ses sujets démissionnèrent le lendemain... et lui aussi, le roi, qui venait d'être élu président du Football-Club de la Clayette.

Loïc



MOUCHE

ORDONNANCE



Raffles :

Qu'il fait bon vivre en France ! La police nous protège de tout, même des bazanés ! Elle a maintenant un pouvoir presque total sur nos frères immigrés puisque l'interne administratif proposé par Bonnet (que n'est-il pas allé se promener avec Boulin au bord d'un étang, ce jour-là !) vient d'être adopté par l'Assemblée Nationale. Raison de plus de tirer un coup de chapeau aux avocats, magistrats et fonctionnaires qui ont fondé, dans la région d'Aix/Marseille, une Association des Juristes pour la Reconnaissance des Droits Fondamentaux des Immigrés, et se proposent de faire contrepoids à cette loi scélérate. On peut les contacter au 15 rue Saint Savournin, 13 005 Marseille et travailler avec eux.

Riposte :

Les flics n'iront sûrement pas voir **O les jours ! (Alyam, alyam)** du marocain Ahmed El Maanouni, mais ils s'en iront à la sortie des salles obscures et ils contrôleront dur. Pour mieux faire connaissance avec le réalisateur de ce document sur le monde paysan marocain, on lira l'interview qu'il a accordée au mensuel **Cinéma 79** (n° 252). Dans le même numéro, un dossier très complet sur le cinéma allemand. **Cinéma 79**, 6 rue Ordener, 75 018 Paris. 14F.

Noël :

Vous voulez faire des cadeaux pas chers ? Offrez des Livres de Poche ! Quelques nouveautés bien intéressantes, ce mois-ci. **Allez jouer ailleurs** de Pascal Bruckner (n° 5307), un conte fantasti-

que moderne dans les souterrains du métro, que complète, pour les plus petits, **Le Roi-grenouille et autres contes**, des frères Grimm (Poche Jeunesse 18). Deux livres de SF, aussi, plutôt indispensables : **Homme Plus** (n° 7051) qui permet à Frederik Pohl de réfléchir sur les transformations biologiques que la technologie impose à l'homme, et **Le Dieu Baleine** de T. J. Bass (n° 7050) qui complète son précédent roman paru dans la même série, **Humanité et Demie**, et nous promène au 24^{ème} siècle dans un drôle de monde. Merci Père Noël !

Jalousie : Les amerlocs ont longtemps été très malheureux que la culture européenne soit plus vivace que la leur. Ils se sont donc battus avec acharnement pour que leurs propres artistes fassent des merveilles sans avoir besoin de trainer à Paris. Et ils y ont souvent réussi. Il suffira de faire un tour à l'expo **L'art américain 1920-40** pour s'en convaincre. Une rétrospective montée avec le plus grand soin par le Palais des Beaux Arts (10 rue Royale, 1 000 Bruxelles, Belgique) et complétée par deux montages diapos sur l'image de l'Amérique dans nos petits crânes d'Européens. Un catalogue illustré de l'expo est disponible. Mais dépêchez-vous ! Elle ne dure que jusqu'à la fin du mois.

Phallo :

Vous avez envie de visiter une expo, mais vous ne pouvez pas franchir la frontière parce que vous êtes recherché par la police ? Qu'à cela ne tienne ! J'ai quelque chose pour votre petit Noël : Le Musée de l'Homme (Palais de Chaillot, Place du Trocadéro, 75 016 Paris) donne la vedette au Népal et à son architecture jusqu'au 18 février prochain. Ça vous rappellera le temps où vous trainiez en baba cool sur les routes de l'Inde. Vous en profiterez pour lire avec beaucoup d'attention le reportage de Michel Peissel sur **Zanskar** (Ed. Robert Laffont), un petit pays dont on ne parle jamais, vers le Tibet, où l'Histoire s'est arrêtée, congelée, à 4 000m. d'altitude sur les pentes de l'Himalaya. Peissel s'est balladé dans tous ses villages forteresses, il a causé avec les gens, et son témoignage donne envie de reprendre le sac à dos.

Crayon :

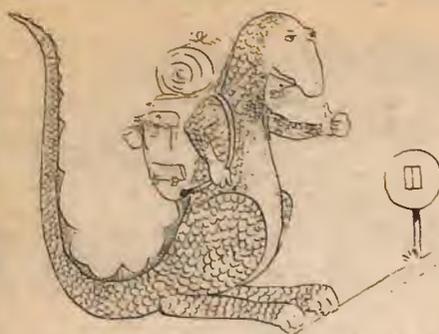
Si vous n'avez pas le courage d'aller si loin, découvrez le monde effrayant de Gourmelin, ce dessinateur du fantastique de l'absurde et de l'humour cruel, à la Maison des Arts André Malraux (Place de l'Hotel de Ville, 94 000 Créteil) jusqu'au 31 décembre, L'occasion rêvée pour se procurer la réédition en J'ai Lu (n° 967) du livre de Claude

Klotz qu'il a magistralement illustré, **Les Innommables**, un roman préhistorique plein de monstres, de glace et de fureur.

Mécontent :

Hé, vous, au fond ! Oui, vous, là-bas ! Pourquoi me regardez-vous avec cet œil méchant ? Parce que vous n'avez pas envie de mettre le nez dehors, les fêtes de Noël ça vous dégoûte, oh, je comprends ça, vous voulez rester au lit en signe de protestation, et vous dévorez des polars pour passer le temps. Fallait le dire, j'ai ce qu'il vous faut : le livre **Enquête sur le roman policier**, publié par les Services Techniques des Bibliothèques de la Ville de Paris (107 rue de Vercingétorix, 75014). C'est en vente par correspondance. Un tour d'horizon assez complet sur le polar, un guide des meilleures lectures, des films et des BD, bref : un instrument indispensable. Que vous complétez avec le petit essai bien documenté d'Alain Lacombe, **Le roman noir américain** (Ed. 10-18, n° 918). Quel Noël studieux ! Et si vous changez d'avis, si vous parvenez à vous extraire de votre lit douillet, faites un tour à la Bibliothèque Flandre, à Paris, qui propose l'expo correspondante, **Enquête sur le roman policier**, jusqu'au 29.

Docteur Bernard Blanc



LE DERNIER DINOSAURE AVANT L'AUTOROUTE

Feuille de chou ou de rose
du mouvement de libération des femmes

Des dinosaures sèment, ici et là précisément dans les feuilles de la **Gueule Ouverte**, mais ?... Quels fruits, l'enfant sera-t-elle aussi belle que ses mères.

Les dinosaures au bord de l'autoroute, le pouce en l'air, hésitent encore.

Autrement dit, les conflits, les colères et les guerres intestines et souvent larvées qui ont lieu actuellement au sein de ce journal nous laissent rêveuses, tristes et expectatives. L'autoroute passera-t-elle ? Les dinosaures devront-elles se trouver (se creuser) des chemins de traverse pour éviter le béton de l'autoroute ?

Nos ballets pas encore déballés, nous craignons de devoir les remballer bientôt. Mais ?

Mais quoi qu'il arrive, les derniers dinosaures avant l'autoroute espèrent encore ne pas devoir aller planter leurs choux et leurs roses ailleurs.

Les dinosaures perplexes au bord de l'autoroute

Jamais ici le sans-patronyme n'est, ni ne sera, synonyme d'autre chose que de sans patrimoine.

VERS LA CREATION D'UN PARTI DE L'INCONSCIENT !

La réunion de ce soir se tient à l'initiative de «femmes en mouvement» et de «praticiens partisans de l'inconscient» (sic).

Les «femmes» ont, il y a un mois, déposé une association loi 1901 intitulée, en toute modestie, «Mouvement de Libération des Femmes (MLF)», ce qui signifie qu'elles peuvent s'approprier l'ensemble des activités et productions de tous les groupes du Mouvement de Libération des Femmes, autrefois et aujourd'hui, et en exclure toutes celles qui sont en

désaccord avec elles.

Un appel signé par plus de vingt groupes du Mouvement de Libération des Femmes circule pour protester contre cette appropriation.

Il semble que le même groupe tente actuellement la même manœuvre dans le mouvement psychanalytique et que d'ici peu ce mouvement se retrouve lui aussi divisé en deux :

- d'un côté ... les «bons» psychanalystes, partisans de l'inconscient,
- de l'autre ... les mauvais, ennemis de l'inconscient, renégats du refoulé, inconscients-traîtres, alliés objectifs du conscient réactionnaire pa-

triarcal, et autres vipères consciemment lubriques. Et qui seront conspués, dénoncés, et exclus comme il convient (par les précédent/es).

Les «femmes en mouvement» vendent maintenant à toutes les femmes des badges «MLF». Pourquoi ne pas imaginer aussi des psychanalystes porteurs d'un badge, d'une carte (et membres) du **Parti de l'Inconscient** ?

Ils ont jusqu'à présent gardé sur toute cette affaire un silence ... éloquent. Seules se sont fait entendre les voix des «partisans de l'inconscient», c'est à dire du groupe «psychanalyse et Politique» et des voyageurs de Tbilissi. Le silence est souvent pour les analystes un «outil professionnel. Hors fauteil, sur la scène sociale ou

politique, il peut parfois être prudent, il est pour le moment, semble-t-il, gêné.

Sera-t-il bientôt purement et simplement complice ?

**Des femmes du
Mouvement de Libération
des Femmes
(14 décembre 1979)**

PS. Faut-il rappeler que Galilée n'était pas «partisan de la gravitation universelle», qu'Einstein n'était pas «partisan de la relativité» et que Freud ne fut pas «partisan de l'inconscient», mais que chacun à son époque défricha des territoires inexplorés, fit des hypothèses, des découvertes, fonda une science : Freud a fondé la science et non la «croyance à» ou le culte, ou le Parti de l'Inconscient.

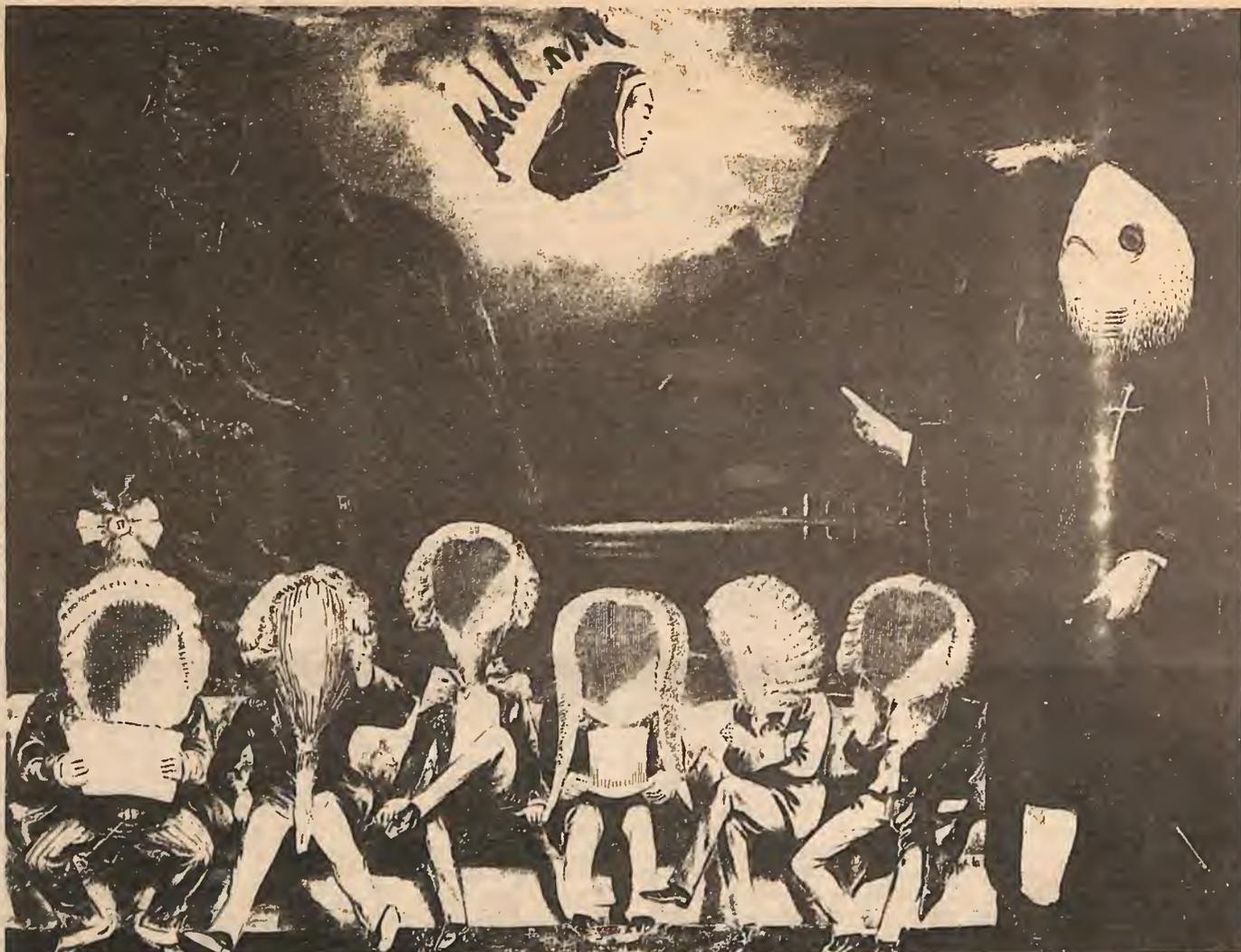
Liste des groupes ayant déjà signé la pétition contre le MLF association 1901.

1. Collectif de la Marche du 6 octobre.
2. Ligue du Droit des Femmes.
3. Les Répondeuses.
4. Centre Flora Tristan pour femmes battues (Clichy)
5. Histoires d'Elles.
6. SOS femmes-alternative.
7. La Revue d'en Face (moins une).
8. Les Babouches.
9. Groupe lesbiennes de la banlieue Nord.
10. Remue-Ménage.
11. Le Temps des Femmes.
12. Questions Féministes.
13. FMA.
14. Centre de Documentation Féministe.
15. Les derniers dinosaures avant l'autoroute.
16. Collectif féministe contre la répression.
17. CIDEF.
18. Elles voient rouges.
19. MLAC.
20. Collectif de la Maison des Femmes (rue St Sabin).
21. A titre d'Elles.
22. Collectif «Parole».
23. Les femmes s'en mêlent.

Pour être du nombre des méchantes signataires, se reporter à la pétition parue dans «les derniers dinosaures» de la semaine dernière (GO n° 291).

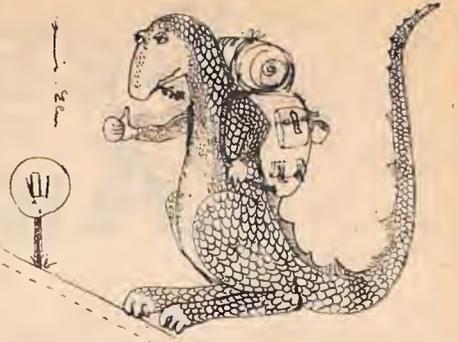
Courrier : FMA, BP 370, 75 625 Paris Cédex 13.

Permanence : le jeudi de 19 à 21 h à Histoires d'Elles, 7 rue Mayet, 75 006 Paris, 566 79 16.



L'artiste s'est trompé. Il a mélangé dans sa palette membres et opposants du Parti de l'Inconscient. Démasquez leur réel. Et laissez-nous notre inconscient.

LE DERNIER DINOSAURE AVANT L'AUTOROUTE



Feuille de chou ou de rose
du mouvement de libération des femmes

Revoilà l'Histoires d'Elles des grands jours ! Il y avait eu quelques désaccords au sein du collectif ces derniers temps, et je trouvais que les derniers numéros s'en ressentaient. Eh bien, c'est reparti, si j'en juge par le numéro de décembre. Passionnant. Quand j'ai refermé la dernière page, mon bain était tout froid. C'est vous dire. Des articles de fond, des articles ironiques, des articles d'information, des articles de vécu... En prise directe sur ce qui remue le mouvement de libération des femmes, sans pour autant tomber dans le ton militant. Le gros morceau, c'est un article d'Evelynne Le Garrec sur la «Nouvelle Droite Fabrique de héros en série. On est directement concernée, en effet, par cette idéologie et, comme l'écrit E. Le Garrec : «au centre de ces théories, il y a l'eugénisme, la manipulation génétique, celle de la sexualité, de la reproduction, de la vie humaine. Donc le corps des femmes». Ainsi la nouvelle droite est favorable à l'avortement. Pas à la liberté de l'avortement ! Ne pas confondre. L'avortement -entre autres techniques- pour sélectionner la race, pour fabriquer une humanité sur mesure, bonnes pour les comices agricoles, pour éliminer ceux qui contreviennent à la norme. Alors se

demande Evelynne, avon-nous suffisamment pris en compte la manière dont notre lutte pouvait être dénaturée, détournée et transformée en son contraire ? Nos ennemis ne sont pas qu'à «Laissez-les-vivre».

L'affaire de la clinique La Pergola, fermée pour cause d'avortements tardifs; sur l'attitude à avoir vis à vis des médecins inculpés, le mouvement est divisé. Au-delà des insuffisances de la loi Veil, les avortements tardifs posent des problèmes que l'article de Claude Darré nous invite à ne pas esquiver, mais à creuser au contraire, à discuter en les regardant sous tous les angles, sans se contenter de positions de principe.

Ou encore sur la presse féministe : le groupe femmes du Crédit Lyonnais y expose ses critiques. Pas assez en prise sur la vie quotidienne et professionnelle de toutes les femmes, ne s'adressant qu'à une catégorie de lectrices... Histoires d'Elles signale, et j'en profite pour le répercuter, qu'«un espace est désormais mis, dans chaque numéro, à la disposition des groupes femmes de quartier, d'entreprises, qui ont envie de parler de ce qu'elles font, de ce qu'elles pensent de tel ou tel sujet, de

tel ou tel événement...».

Et puis l'international. Le procès de Bilbao contre des femmes accusées d'avortement, le «plan de grossesse» des généraux au Brésil, un compte-rendu du Congrès des Femmes de Bruxelles organisé par les Cahiers du GRIF sur le thème «Enfant de l'homme ou enfants des femmes» qui inaugure une université de femmes qui fonctionnera toute l'année. Le MLD italien, qui se mobilise pour une «loi d'initiative populaire» contre les violences sexuelles, mais certains groupes femmes ne sont pas d'accord : «le corps de la femme ne doit pas être inscrit dans l'ordre social». «Professant un sé-

paratisme absolu, elles proposent la marginalité des femmes comme position politique radicale». Oui, mais est-ce que c'est très efficace contre les violences sexuelles ? Et que deviennent les femmes non marginales ?

Notre histoire : un article sur des féministes du 19^e siècle, sur leur presse. Un autre consacré à la militante anarchiste May Picqueray, qui publie ses mémoires sous le titre : «May, la réfractaire» (Atelier Marcel Jullian). Et encore d'autres articles, avec chacun son ton particulier : UN CONTE DE Noël que vous n'avez sûrement pas entendu au catéchisme, la grève chez Vestil à Tours, la

nourriture, des réactions de lectrices aux articles précédents. Le cimetière des chiens, d'autres articles, mi-subjectifs, mi-narratifs, des informations nombreuses sur les livres, les journaux, le théâtre, le cinéma, les différentes activités et réalisations féministes un peu partout.

Bref, intéressant de bout en bout. En principe ça se trouve partout, mais si vous ne le trouvez pas ou si vous voulez prendre contact : Histoires d'Elles, 7 rue Mayet, 75 006 Paris, permanence le mardi de 16 à 19 h au 566 79 16.

M.J. Dh.

L'autonomie, ça fait désordre

Au métro Censier-Daubenton, une fois par semaine ou tous les quinze jours, à peu près, on peut lire sur les murs ou sur les affiches une nouvelle inscription antisémite. Celles qui finissent par être recouvertes par une nouvelle affiche, celles qui sont sur les murs restent là indéfiniment, ou du moins leur trace reste, car il se trouve quelques censeurs/euses obsessionnel(le)s dans mon genre pour les recouvrir laborieusement. Elles reviennent aussi sec, et la RATP, sans doute soucieuse de liberté d'opinion, ne se mêle aucunement de les effacer.

Lundi 10 décembre d'énormes inscriptions étaient apparues sur les murs de la même station : «Autonomie onirique, autonomie ironique. Gratuité des transports en commun», etc. Elles avaient été faites pendant le week-end. La RATP, sans doute soucieuse de propreté, avais illico envoyé sur place une équipe de nettoyage, qui s'activait déjà pour les effacer. D'un coup de pinceau magnanime, on avait même recouvert les vieux «Dehors les Juifs» et autres «ORTF vendue aux Juifs, salauds, traîtres»... Tant qu'à faire.

D'accord, les mots d'ordre autonomes étaient écrits plus gros, mais si on se met à comparer, la disproportion entre des appels au meurtre et des revendications de gratuité, ça

ne s'évalue pas en taille de caractères.

Alors moi, j'ai compris. La prochaine fois que je vois des inscriptions antisémites, ou racistes, ou sexistes, eh bien au lieu de me fatiguer à les grignoler lettre par lettre pour les rendre illisibles, j'écrirai à côté : «métro gratuit !» (surtout que je suis pour), et puis comme ça la RATP dépêchera d'urgence une équipe de nettoyage pour effacer le tout.

Ça m'économisera des markers.

De la xénophobie comme sport d'équipe.

L'Amérique est humiliée. Voilà que les Iraniens la traitent comme un vulgaire pays sous-développé. Après tout ce qu'elle a fait pour eux ! S'il n'y avait que les otages, encore ; mais on lui demande de reconnaître ses torts ! Là quand même, faut pas charrier. Alors que si elle a accueilli le shah, c'est bien évidemment pour des raisons purement humanitaires.

Ah mais ça ne va pas se passer comme ça. Ils vont voir qu'on a des couilles au cul, non mais alors. Pour commencer, les magasins : «Ici, on ne sert pas les Iraniens». On est humanitaires, mais pas poires quand même. Au fait, est-ce

qu'on sert le shah dans les magasins ? D'accord, il est iranien, mais enfin il est surtout shah. Non, ce sont plutôt les immigrés et les étudiants qu'on va emmerder ; ils ne sont pour rien dans la prise d'otages, mais enfin ils ont qu'à pas être iraniens. On va renvoyer tous les étudiants iraniens chez eux, ça leur fera les pieds, et puis ce sera une petite consolation pour les otages quand ils rendront leur dernier soupir.

Venant comme ça des Etats-Unis, c'est pas sûr qu'ils seront très bien accueillis par leurs compatriotes (surtout ceux qui on eu des bourses de la fondation Pahlavi). Mais enfin ça, c'est leur problème.

Quand même, je me demande si on ne devrait pas lancer une opération «Un bateau pour les étudiants iraniens» ?

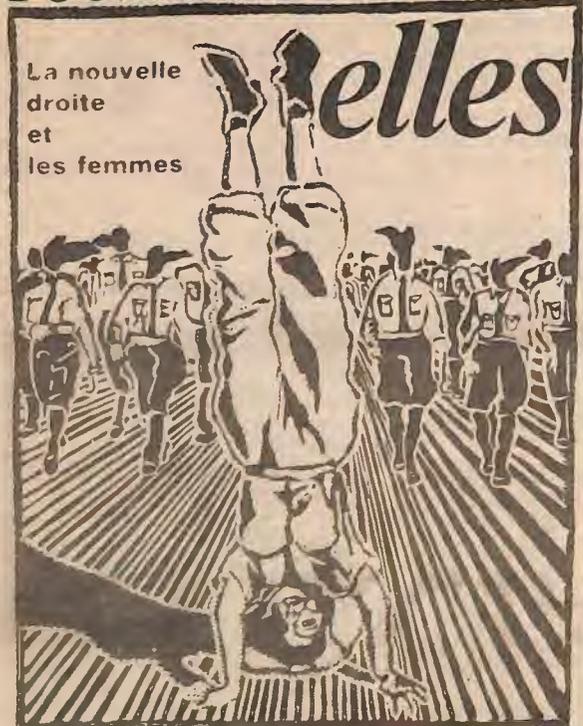
J'ai un ami qui faisait du football. Il s'est arrêté le jour où un mec de l'équipe adverse l'a cogné comme un fou, et ensuite lui a dit : «j'ai rien contre toi, mais c'est qu'il y a un mec dans ton équipe qui nous a fait une saloperie».

Au fait, c'est quand l'Année Internationale du Football ?

Christine des Rizoyres

PS. Là-dessus, j'apprends qu'une jugesse a déclaré ces expulsions illégales. Ça a quand même du bon la séparation des pouvoirs.

histoires n° 75



Décembre 79

Des nouvelles du front Aujourd'hui: le Rhin



Le shadok hollandais pompait, pompait de l'eau salée du Rhin pour dessaler les polders.

Il était une fois des mineurs qui tiraient de notre sous-sol un minerai appelé sylvinité contenant pour un quart un sel commercialisable appelé potasse destiné à donner de hauts rendements à l'agriculture industrielle et pour trois quarts du sel de cuisine considéré comme déchet.

Durant les 30 premières années de l'extraction, jusqu'en 1935 environ, ce sel (invendable vu le monopole de distribution en France et l'entente des marchands européens) fut entassé sur des terrils dans une des plus belles forêts de la plaine d'Alsace. Mais l'eau salée s'infiltra dans le sol, détruisit la forêt et pollua la nappe phréatique de l'Alsace sur une lobeuse de 100km et une largeur de 10km.

Alors les génies de la Mine furent consultés ; les oracles rendus : «Larguez vers le Rhin... le fleuve n'est plus à un déversement près et la guerre 14-18 l'a rendu français».

En 1963, une commission internationale se réunit pour la protection des eaux du Rhin. On allait voir ce qu'on allait voir. Cela fit plaisir aux angoissés qui parlaient aussi de pollution de la nappe phréatique alsacienne. Le sel indisposait beaucoup de gans ; comme dans le temps lorsqu'il fallait payer la gabelle...

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS A PRIS, DÉBUT DÉCEMBRE, LA DÉCISION de ne pas demander à l'Assemblée Nationale la ratification de la Convention de Bonn qui prévoyait de réduire de 6% la quantité de sel contenue dans le Rhin au niveau de la frontière hollandaise. Au lieu d'être déversées dans le fleuve international, les tonnes de sel retenues pour obtenir ce faible résultat devaient être injectées sous forme de saumures dans le sous sol alsacien. (1)

La non application de la Convention de Bonn évitera la détérioration irréversible des nappes aquifères situées en profondeur dans lesquelles le sel allait être dissout. D'autre part, les menaces de pollution de la nappe phréatique de la Doller, rivière vosgienne qui alimente en eau potable la ville de Mulhouse et les villages voisins, sont écartées.

La dépollution du Rhin est-elle pour autant remise en question ? Ce n'est pas l'avis des écologistes alsaciens qui estiment que la mésaventure que vient de connaître la Convention de Bonn (dont la réglementation confirmait le droit de pollution des pays riverains à des taux élevés) donne la possibilité de négocier de nouveaux accords en vue d'éliminer rapidement toute pollution du fleuve. Encore faudrait-il pour cela que les associations des pays riverains puissent participer aux travaux destinés à combler le vide juridique actuel.

La presse parisienne a rendu compte ces jours-ci de cette affaire de saumures mais elle a passé sous silence l'enjeu véritable qui est la dépollution complète du Rhin. Elle a oublié par ailleurs d'évoquer la solidarité qui s'est manifestée à tout moment entre les élus locaux, les syndicats des Mines de Potasse et les associations de protection de l'environnement qui s'étaient engagées dans le combat contre les injections de saumures en couches profondes.

Les deux textes qui suivent sont des témoignages d'habitants de la région de Mulhouse ayant suivi de près cette action qui marquera l'histoire des luttes écologiques alsaciennes.

Il en résulta en 1972 la Convention de la Haye qui décida de réduire le déversement de sel. On pensa à un énorme terril mais aucun village d'Alsace n'en voulut.

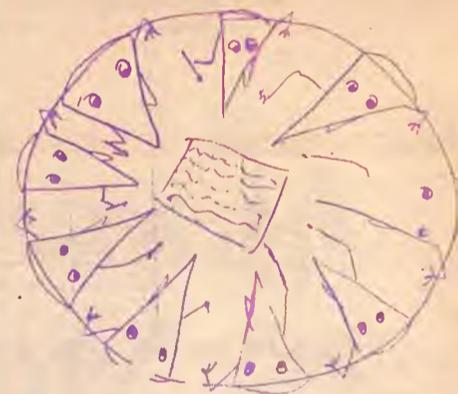
La Convention de Bonn du 3 décembre trouva la solution. Comme les résidus salins véhiculés par le fleuve ont diverses origines (44% proviennent d'Allemagne, 4% de la Suisse, 52% de France), on estima que l'Allemagne et la Suisse polluaient raisonnablement, mais que la France devait réduire ses rejets de quelques tonnes. En compensation, elle recevrait des florins, des marks et des francs suisses. Les représentants français à Bonn acceptèrent de rejeter une partie du sel français dans les nappes aquifères profondes du sous-sol alsacien. Ainsi fut livrée une partie du territoire alsacien aux pays voisins qui s'empressèrent de verser les sommes d'argent prévues.

Cette opération devait réduire la pollution saline du Rhin de 6% à peine mais tout le monde parut satisfait. Les délégués hollandais qui bernèrent leur peuple, les Allemands et les Suisses qui purent continuer à polluer légalement, les Français qui touchèrent l'argent. Les Mines de Potasse d'Alsace, principal pollueur identifié, furent chargés d'exécuter le projet contenu dans la Convention de Bonn.

On consulta à nouveau les oracles. Après l'enquête d'utilité publique, la Pythie, par la bouche du Commissaire Enquêteur (honorable officier retraité qui a fait approuver l'agrandissement du camp du Larzac ainsi que l'emplacement de la centrale nucléaire de Fessenheim) donna un avis favorable aux injections de saumure en couche profonde, là, sous nos pieds, malgré la vague de protestation de la population locale.

Une assemblée de 19 maires se ligua dans un comité de défense au sein duquel les non-élus furent aussi admis.

Il s'agissait de soutirer l'eau contenue dans une nappe à 1700m de profondeur, de dissoudre le sel dans cette eau qui, contenant alors 300g de sel par litre, devait être enfouie



Tous les shadoks pompèrent pour signer la Convention de Bonn (n'importe quoi, pouvu que la France accepte d'encaisser).

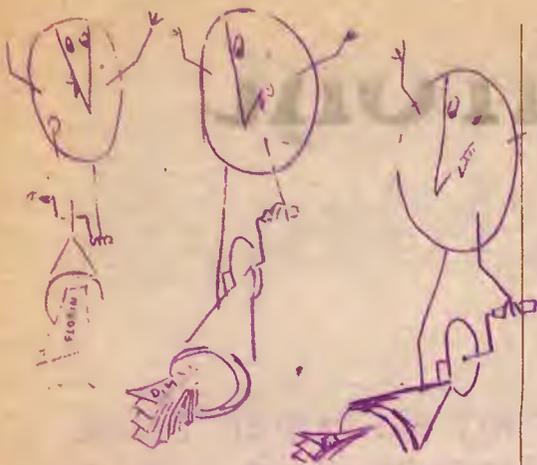
dans la nappe d'eau d'où elle était issue.

La zone d'injection avec trois plate-formes de soutirage et trois plate-formes d'injection plus 30 kilomètres de tuyaux devait se situer dans la basse vallée de la Doller, la seule rivière non pluvée descendant des Vosges, où le castor vit en compagnie du héron, du coinclé plongeur et du martin-pêcheur. La nappe phréatique de cette rivière alimente 65% de la population du Haut-Rhin en une eau potable qui ne subit aucun traitement chimique. La nappe aquifère profonde, dans laquelle le sel allait être dissout et ainsi disparaître magiquement, contient une eau d'une température s'élevant de 80 à 90° utilisable en géothermie. Un village de 5000 habitants situé au-dessus a élaboré, avec l'aide du B.R.G.M. d'Orléans un projet très précis de chauffage d'habitations et de bâtiments publics. Le sel détruirait à tout jamais ces richesses du sous-sol (1).

MIRACLE:

giscard et schmidt
traversent le
rhin à pied...





Les shadoks hollandais, allemands et suisses pompèrent, pompèrent du pognon pour que l'Alsace serve de poubelle.

Le temps passa. Dans certains villages, des marauds osèrent se réunir pour empêcher que la pollution saline envahisse la vallée de la Doller. Ces enragés, comme les appelaient les esprits bien-pensants, ne restèrent pas inactifs. On se réunit beaucoup dans les villages. Un comité inter-villages vit le jour. Articles et compte-rendus se succédèrent dans la presse : «Colère des Hollandais qui ont déjà versé des florins à la France qui n'a rien entrepris encore» — «Colère des Alsaciens du coin qui manifestent» — «Des élus au micro de radio pirate» — «Recours des communes devant le tribunal administratif de Strasbourg» — «Hésitation du gouvernement français».

A trois reprises le gouvernement, prévoyant le refus de la ratification de la Convention de Bonn par les députés, retira le projet du bureau de l'Assemblée Nationale. La dernière fois de façon définitive malgré la pression du Parlement Européen où des députés firent un honteux chantage : la pollution de la vallée de la Doller, sinon le siège du Parlement européen ira ailleurs qu'à Strasbourg.

L'ambassadeur de Hollande rappelé dans son pays n'est, paraît-il, pas content. Il ne dit pas que les écologistes hollandais soutiennent la population alsacienne dans sa lutte contre un projet diabolique et que la fondation Reinwater, en procès contre les Mines de Potasse, a elle-même dénoncé la Convention de Bonn véritable convention de complaisance envers les industries des pays riverains. Un écologiste pourrait-il accepter que l'on dépollue une rivière en polluant de façon irréversible une nappe d'eau enfermée dans le sous-sol ? Les pays riverains du Rhin pourraient-ils approuver une réglementation qui consolide la pollution du Rhin ?



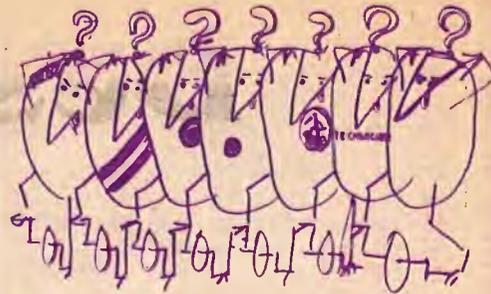
Mais voilà que la bande à bonne eau s'insurge contre les intentions des shadoks.

Une population anonyme, endormie et bon enfant aurait pu s'en remettre aux techniciens, aux apprentis sorciers. Les habitants des villages de la basse vallée de la Doller ont réagi autrement. «Je ne veux plus que Paris pense pour moi». — «Je me méfie de ceux qui veulent à tout prix faire mon bonheur». «Notre sol ne sera pas mis à la disposition des

entreprises chimiques étrangères» ont-ils unanimement déclaré. Et l'injection ne s'est pas faite.

Il sera alors une fois, une région heureuse d'avoir une eau pure, des terres fertiles, une rivière sauvage et en son sous-sol, des ressources énergétiques potentielles intactes.

Jean-Marie Bonnetier
Joseph Hassler
Bernard Sigrist
de Morschwiller-le-Bas
et Lutterbach



Après avoir pompé de l'air dans l'Assemblée Nationale, le gouvernement des shadoks parisiens retire le projet... et les shadoks repompent pour essayer de trouver une autre solution.

QUAND LA POPULATION SE MÊLE DE CE QUI LA REGARDE

À l'origine, un comité avec trois militantes CSCV (Confédération Syndicale du Cadre de Vie) et un militant de l'AFRPN (Association Fédérative Régionale de Protection de la Nature). Mais au départ, beaucoup refusèrent d'y participer parce que soi-disant ils ne voulaient pas faire «de politique».

Il y eut une manifestation de protestation contre les injections de saumures, organisée à Reiningue. 80 tracteurs ont ouvert un cortège où se sont retrouvés la CGT, la CFDT, la CSCV, le syndicat des agriculteurs, la chambre d'agriculture, le MRJC, le PS, le PSU, et les maires des 19 communes concernées ainsi que 300 personnes environ.

De fait, 1800 habitants, pour la première fois de leur vie, ont participé ou vu Une Manifestation... une vraie Révolution !

D'abord, un recours fut déposé au tribunal administratif par la CSCV. Puis, devant leur silence, une Lettre Ouverte fut adressée aux députés. Le comité, Comité Inter-Villages, fut animé bientôt par un groupe d'une quarantaine de personnes. Le travail de ce comité consistait à informer la population du déroulement de l'action par tracts, affichages, émission Radio-Verte.

La population comprit alors que la décision d'injecter les saumures avait été prise par un Ministre et que les députés n'avaient aucun droit en ce qui concerne les décisions engageant leur région. C'est ainsi qu'en novembre 1978, 3000 habitants des villages concernés se déplacèrent dans les mairies pour signer une pétition remise à M. Weisenhorn, député du Ht-Rhin, chargé du dossier.

Ce qui a surtout frappé les députés alsaciens, c'est que les gens qui ont manifesté, distribué des tracts, signé des pétitions, collé des affiches, n'étaient «même pas des Ecologistes», mais de simples particuliers. Et, pour beaucoup, rien ne sera plus comme avant !

La politique, c'est aussi de s'intéresser aux problèmes quotidiens, bien des gens du peuple l'ont compris !

Une militante du CSCV : Marinette Hébenger

Longo Mai à l'endroit Longo Mai à l'envers

Si certains coopérateurs déclarent être à Longo Mai parce qu'ils y trouvent des choses concrètes et surtout pas de théorie, il n'en reste pas moins que la stratégie de la coopérative repose sur la recherche d'une Europe aux valeurs probantes face à une Europe décadente.

Sans avoir lu l'article de Françoise d'Eaubonne à propos de l'«affaire» Longo Mai, il est aisé de recenser tous les griefs faits à l'égard de cette communauté à la fois française, Forcalquier en Haute Provence. Espezonne en Ardèche, ..., mais aussi, internationale, avec des proliférations longomaïenne en Autriche, Suisse, Irlande et même au Costa Rica.

Les «Longo Mai» (- pourvu que ça dure, en occitan), sont des férus des nouveaux déserts, partout où la terre agricole a cédé à l'exode ou au tourisme stérilisant. 1972, ils s'installent près de Forcalquier. Un an après, l'opinion publique et le ministre Marcellin s'intéressent à eux à propos de la présence de jeunes Suisses et allemands soupçonnés d'appartenir au mouvement

«Spartacus». Résultat : statu-quo avec les autorités légales ! L'affaire Conty réveille les esprits ; les services préfectoraux et les renseignements généraux mènent l'enquête et personne n'en connaîtra les résultats. Dès lors, tous les fantasmes sont permis à propos de ces communards particuliers Le Méridional (quotidien local) parle «d'idées de gauche et de comportement de droite», «un prêtre chez les fanatiques», «Les pionniers sont devenus des parias». On y aborde les thèmes «clef» du terrorisme, du financement occulte du lavage de cerveau.

Politique-Hebdo parlait lui, de «concentrationnaires du sexes». Le Monde titrant à sont tour «Communauté agricole ou base terroriste».

Bref si Longo Mai attire avec tant de vigueur le terrorisme de la rumeur, il doit bien avoir, à la base, un comportement «étonnant». Ainsi l'ultra-protection qu'affichent ces communautaires envers les curieux et surtout les journalistes, curieux professionnels.

Je m'étais intéressé à Longo Mai car des amis de bonne foi m'avaient parlé de «néo-multinationale» de la friche, de terres et de fermes à l'abandon, et de commerces en faillites.

De fait, la coopérative de Limans semblait «longomaïser» le pays Haut-Provençal. Dans le rachat de friche ou de grange, ils étaient les plus offrants. Cet intérêt à tout acheter paraissait plutôt curieux lorsqu'on constatait leur inefficacité en matière de pratique agricole sur le terrain. On y voyait mieux une OPA financière sur des terres propres à la spéculation.

l'apéro

J'ai pris rendez-vous avec ceux du pigeonier. Pas de réponse à ma lettre, je saurai plus tard que la GO faisait partie des médias à dédaigner, ses lecteurs n'étant que des paumés inintéressants. Plusieurs fois, je rencontrerai ce mépris vis-à-vis de tout ce qui n'est pas rentable (extrême-gauche, isolés, rêveurs).

Ayant fermement décidé de me rendre compte sur place, je me suis retrouvé un dimanche dans un café PMU de Forcalquier. J'ai téléphoné plusieurs fois, flottement sur l'autre ligne et puis rendez-vous laconique...

A l'heure de l'apéro, j'attends toujours lorsqu'une fille, genre secrétaire sapée «ville», plutôt gentille, m'aborde.
— «Tu es de la GO, j'étais sûre de te reconnaître ?

Comme introduction, ça sent le roussi, d'autant que deux gus, dans les 25 ans et pas l'air de marrants, viennent participer à notre tête-à-tête. Petite épreuve de bienvenue, je passe par une sorte de procès politique. C'est le lieu commun et banal de toutes les organisations rigides (et certaines instances écologiques en sont !) Bien sûr, on me dissuade !

— «Un article pourquoi ? Pour qui ? On a rien à dire, à montrer, à expliquer, on a pas besoin que la GO parle de nous, etc...

J'accroche les wagons, et de guerre lasse je suis invité à manger au pigeonnier, pour l'article, on verra ! Je crois avoir été suffisamment clair avec eux pour qu'ils acceptent ma présence ; de plus j'ai demandé à réaliser un interview ; comment être plus coopératif ?

Premier mythe : les voitures ! GS et CX Pallas sont des véhicules communs de quelques-uns du pigeonnier. Mais quoi ? Jamais les coopérateurs n'ont fait vœu de pauvreté.

Deuxième mythe : les chiens ! Chiens policiers (policés !), féroces dès que le maître a le dos tourné. Pas question de descendre de voiture si quelqu'un ne calme pas les clébardes. C'est un élément essentiel

de leur tranquillité. Même les gendarmes de Forcalquier n'osent plus se risquer sur le chemin des écoliers. Avec beaucoup d'humour, il me fut répondu que c'étaient de charmantes bêtes de compagnie qui se reproduisaient très vite et... comment contrôler leur prolifération ?

Passons ! A table, ambiance familiale : on se croirait dans n'importe quelle assemblée de gauche, mêmes plaisanteries, mêmes sujets de conversation. Mais plus de tenue, de retenue. Beaucoup de très jeunes, quelques parents et amis de coopérateurs. En fait, j'apprendrai que le centre des Limans a changé de vocation ; il sert surtout d'école, de centre d'apprentissage pour le parfait coopérateur. De fil en aiguille, je me suis retrouvé à discuter dans la cuisine avec les «vaisselleurs» du jour. Apparemment, une bonne structure règle la marche quotidienne de la maisonnée. Pas très cool le couple qui me distrait en épluchant les légumes pour le couscous du soir ! Lui est français, ancien mao, il est venu à Longo Mai parce qu'il en avait marre du verbiage gauchiste stérile. Ici, il fait des choses concrètes «surtout pas de théories !» J'essuie encore les inévitables assauts sur l'inopportunité de mon article. J'étais très intéressé par le fait que Longo Mai recevait la sœur de Yéudi Ménuhim et que de nombreuses personnalités (artistiques, intellectuelles, scientifiques et religieuses) les soutiennent alors que le public les méconnaît. Car si les gens de Forcalquier en savent

peu des communards de Limans, quelques 110 000 Suisses ont participé au fond de crise (inventé par Longo Mai pour le soutien de l'agriculture européenne de montagne en cotisant à l'impôt volontaire !). Le Méridional parle de 500 millions de centimes au crédit agricole ; le bulletin de Longo Mai cite un chiffre de 450 000 dollars réunis pour l'achat de terres au Costa Rica. Des campagnes de promotion ont rapporté à titre d'exemple : 50 000F aux Pays-Bas, 17 000F au Danemark, 8 500F en Norvège, etc... Et, note le bulletin, surtout auprès des paroisses et des communautés religieuses. Il est certain que le gros du financement provient des milieux protestants (témoins, les appels de Jacques Ellul dans Réforme).

L'idéologie

Représenter la jeunesse pionnière d'une Europe aux valeurs probantes (le travail de la terre, la remise en valeur des espaces désertés, etc...) face à une Europe politique, bidon, décadente : c'est là, je crois, l'essentiel de la stratégie de la coopérative !

Pour ce qui est des mœurs, pas de détail ! J'ai pas éclairci si c'était une famille, une commune ou autre chose, apparemment, la structure sexuel-social ne leur posait aucun problème.

Face à ce que Rémy (alias Roland Perrot) un responsable très charismatique de la coopérative de Limans appelle la confusion française, les Longo Mai sont les seuls à présenter une alternative réelle.

Pour ma deuxième journée coopérative, cette fois, le décor n'est plus le bucolique terrain de Limans. Dans un appartement de Forcalquier, ils sont bien une huitaine à m'attendre, sexe mâle imberbe, très bon genre, et sur le divan, leurs chiens, les crocs parfois découverts... la bonne ambiance ! Il y a là tout le gotha de la pensée Longo maïenne. Parenthèse sur le héros de l'histoire : Roland Perrot, dit Rémy. Le bonhomme dégage bien, Fils de maquisard très connu, fiché comme activiste d'extrême-gauche, inspireur, dixit Libé, du film RAS d'Yves Boisset.

C'est lui qui prend le premier la parole. Je m'entends bien sûr répéter qu'«on» ne veut pas d'article dans la GO. Je dois m'expliquer une fois de plus, et bien montrer que je n'ai pas de thèses à défendre mais cette envie de savoir la réalité. Surtout la réalité politique de la chose et pas le brouhaha de la chronique mondaine. A juste titre, on me rappelle la fameuse histoire de Rochebesse ! Il faut ici se remémorer la chasse aux sorcières qui a suivi le drame «Conty». A ce sujet, Longo Mai écrit dans Libé (21/9/77)

— «Nous refusons d'être l'ennemi intérieur pour les cascades électorales d'une droite pathologique. Nous appelons ici (les communautés) à participer à un large débat où nous arrêterons ensemble les méthodes d'une solidarité défensive, puis d'une riposte concertée par devant l'opinion publique».

Cet appel, première déclaration politique et publique de la coopérative de Limans, alors que 4000 jeunes subissaient le contre-coup de l'affaire Conty, ne reçut que deux réponses.

Pour les coopérateurs s'ensuivit un jugement sans appel : les autres communes ne sont que des additions d'individus sur lesquels il faut s'interdire de compter. D'où, sans doute, un sentiment de mépris à l'égard de ce qui est marginal.

De même, les gens du crû commencèrent à se méfier de ceux de Limans. Des ennus financiers et techniques (à Lugano, à Bâle) ont contribué à un durcissement caractériel, formel, qui donne désormais de l'eau au moulin de leurs détracteurs.

Pareillement le mépris dont ils sont désormais porteurs va jusqu'à des extrêmes, très graves. Ainsi Rémy me parle de développer en Ardèche une nouvelle race d'agriculteurs à la place des tarés, abrutis par la consanguinité qui occupent le terrain. Ce racisme intolérable est à la mesure de l'enfermement, et rétroactivement eux-mêmes seront tentés de coïncider avec cette image de purs dans leur tour d'ivoire.

Qu'en sera-t-il de la vérité ? Pas celle que les molosses du pigeonnier défendront avec leurs crocs, mais celle que les jardiniers européens voudront faire partager en devenant des pionniers transparents et conviviaux de l'agriculture de montagne.

J'ajoute, à leur égard et celui des lecteurs que j'avais volontairement refusé d'écrire sur cette histoire, si je le fais aujourd'hui, ce n'est pas parce que j'en sais plus, mais parce que je ne veux pas qu'il y ait, en guise d'article sur ce sujet, une condamnation facile. Je voulais en savoir plus : visiter le centre de Bâle, celui d'Ardèche, la filature de Briançon. Je ne l'ai pas fait ; et la vue donc partielle (partiale ?) que j'ai donnée ici essaye surtout de répondre à l'épilogue sur lequel Rémy a conclu sont entrevue avec moi, en disant «pour vivre heureux, vivons cachés !»

Phrase la plus fausse jamais entendue, tout le monde devrait finir par savoir que pour «vivre heureux, vivons ouverts et confrontés...»



A l'heure de l'apéro, une fille, genre secrétaire sapée «ville», plutôt gentille, m'aborde...

Asselin

Missiles euro-stratégiques

L'OTAN se trouve aujourd'hui devant la décision la plus importante à prendre depuis sa création. En fait, plutôt qu'une simple modernisation de son arsenal nucléaire en Europe, il s'agit d'une modification profonde de la stratégie de l'Alliance qui propose d'installer non pas des armes anti-missiles (pour contrer les SS 20) mais des missiles capables d'atteindre en profondeur le territoire de l'URSS. Cent soixante en Grande-Bretagne, cent douze en Italie, quatre vingt seize en RFA, quarante huit aux Pays-Bas et quarante huit en Belgique. Les pays les plus réticents (la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège) se sont finalement ralliés aux ordres de l'OTAN, se réservant toutefois le droit de refuser l'installation des nouveaux missiles sur leur territoire d'ici à six mois pour les belges, deux ans pour les néerlandais, au cas où les négociations avec l'URSS commenceraient de façon satisfaisante. La levée de bouclier de l'opinion publique des plus petits pays de l'OTAN semble avoir obligé les américains (en accord avec la Grande-Bretagne, la RFA et l'Italie) à sortir au dernier moment un «plan de désarmement». Les grandes lignes en seraient les suivantes :

- retrait unilatéral de mille têtes nucléaires américaines d'Europe Occidentale,
- proposition ouest-allemande d'un retrait simultané de treize mille soldats américains et de trente mille soldats soviétiques stationnés en Europe, dans le but de débloquent les conversations de Vienne sur le désarmement,
- proposition d'entamer des conversations avec les pays du Pacte de Varsovie sur la réduction du nombre d'armes nucléaires stratégiques en Europe. Les conversations pourraient, plus tard, s'inscrire dans des négociations soviéto-américaines «Salt 3» sur la limitation des armements stratégiques,
- ferme soutien de Bonn à la proposition française de conférence européenne sur le désarmement portant sur l'ensemble des forces situés à l'Ouest de l'Oural,
- nouvelle démarche auprès des Etats-Unis pour que soient ratifiés les accords «Salt 2».

Mandrin



Le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix (1) vient de publier un dossier abondant d'une manière succincte et synthétique quelques problèmes relatifs à la modernisation des missiles nucléaires en Europe.

Présenté en termes techniques par les militaires, ce dossier soulève en fait une série de questions d'ordre politique. Une première difficulté réside dans l'évaluation des rapports de force entre les pays du pacte de Varsovie et ceux de l'alliance Atlantique. Les chiffres présentés au public sont contradictoire selon les sources.

Outre ces contradictions, celui qui essaie d'y voir clair dans le rapport de force se heurte à la difficulté d'appréhender des concepts tout à fait différents. Ainsi l'URSS possédait en 1979, 2 377 «vecteurs» nucléaires contre 2 010 pour les USA, mais en ce qui concerne le nombre de têtes nucléaires totales, l'«avantage» passe aux USA avec 11 894 contre 6 005. Ainsi, les américains ont plus de bombardiers lourds que les soviétiques; moins de sous-marins, mais plus de missiles entreposés dans ces sous-marins, etc.

la menace des SS 20

M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense a récemment affirmé au congrès que «la balance des forces stratégiques avec ou

sans SALT ne penchera pas en défaveur des Etats-Unis jusqu'en 85-86; les soviétiques seront en avance dans certains domaines, nous le seront dans d'autres.» Un élément à souligner concerne l'homogénéité des blocs militaires. Certains, comme le général Close, estiment que l'Otan est hétérogène face à un bloc tout à fait homogène. Cette affirmation est peu crédible quand on sait tous les problèmes qui existent au sein des pays de l'Est. Un exemple parmi d'autres : en 1968 lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie, la Roumanie a refusé d'y participer. Actuellement, elle se démarque du Pacte de Varsovie en bloquant à la croissance zéro ses budgets militaires.

Si la menace des SS 20 peut être considérée comme réelle, il est utile de rappeler, selon le GRIP que l'Otan a également modernisé, progressivement, son arsenal nucléaire. De plus pour David Linebaugh, sous-directeur de l'ACDA de 1969 à 1975, les 128 fusées britanniques et françaises sont déjà une réponse suffisante aux SS 20 et elles équipent une parité nucléaire en Europe.

changement stratégique

Le GRIP relève que l'installation des Pershing 2 et des Cruise risque d'entraîner un relâchement de la solidarité USA-Europe. Certains en Europe et aux Etats-Unis (dont le général Goodpaster et H. Kissinger) estiment que les Américains n'utiliseraient leur arsenal nucléaire que pour la défense de leurs intérêts nationaux. Or, l'utilisation de tout missile nucléaire (stratégique ou de moyenne portée, comme les futurs Pershing 2 et Cruise) est décidée exclusivement par le Président des Etats-Unis, y compris pour les missiles installés en Europe. On peut craindre dès lors que ces missiles ne soient jamais utilisés. Par contre, ils seraient une cible militaire idéale pour l'adversaire. De plus, leur mobilité brouille les localisations de points d'impact. Enfin ces cibles, comme la plupart des autres objectifs militaires, sont situées à proximité des villes et dans les régions de densité de population très élevée (50% des missiles seraient installés dans une zone de 70 millions

d'habitants en RFA et dans le Bénélux).

Le danger pour les populations civiles est renforcé quand sont analysés les scénarios militaires basés sur la contre force de frappe qui n'est plausible qu'en cas de «présomption», c'est à dire en devançant une première frappe adverse jugée inéluctable. Une des conséquences de cette stratégie est assez angoissante : elle abaisse dangereusement le seuil de déclenchement d'une guerre nucléaire, car il est aléatoire d'être vraiment sûr des intentions d'un adversaire.

l'équilibre impossible

Face à un danger, deux attitudes rationnelles peuvent déboucher sur des conséquences opposées :

- aligner face aux SS 20 de nouveaux missiles nucléaires (solution militaire : accroissement des armements et de la tension.)
- forcer la disparition des SS 20 par la voie diplomatique (solution politique : réduction des armements et de la tension).

Ces deux attitudes découlent de la logique de la recherche permanente d'équilibre entre

deux forces opposées. Mais l'histoire montre qu'à chaque modernisation du matériel militaire, prévaut la volonté de s'assurer un «léger avantage» sur l'autre. D'où une course aux armements par rattrapage successif : processus pouvant se développer à l'infini. On ne peut donc pas vraiment parler de renforcement de la sécurité en Europe, puisque celle-ci se fonde sur la permanence de déséquilibres. La théorie de «l'équilibre des forces» ressemble à une vaste supercherie.

Par ailleurs, le GRIP révèle que le niveau de la course aux armements, joint à une campagne alarmiste des médias, provoque une atmosphère «d'insécurité» croissante. Le dossier du GRIP conclut par des hypothèses sur les efforts nécessaires pour instaurer un climat de confiance, pouvant accélérer le processus de négociation des réductions d'armements. L'OTAN pourrait en effet être contraint à tenir compte d'une volonté de limitation de la course aux armements.

Bernard Adam

1) le GRIP est un centre de recherche non gouvernemental composé d'une équipe d'universitaires belges. GRIP, 141 chaussée Saint Pierre, 1 040 Bruxelles, Belgique.

BRUXELLES 40000 contre les missiles

Il y a actuellement en Europe plus de dix mille têtes nucléaires dont les plus faibles sont plusieurs fois plus puissantes que la bombe d'Hiroshima. L'arsenal nucléaire concentré ici suffit à détruire plusieurs fois, non seulement l'Europe, mais notre planète toute entière. La session de l'OTAN de décembre doit discuter ces jours-ci du déploiement,

dans plusieurs pays membres de l'OTAN, de nouvelles armes nucléaires de moyenne portée, les missiles Pershing II et Cruise.

Ces armes nouvelles seraient rendues nécessaires par le déploiement en URSS d'armes nouvelles, les missiles SS-20, l'URSS ayant pris la responsabilité de rompre l'équilibre nucléaire en Europe... les soviétiques répon-

dent que les missiles SS-20 ne seraient que la modernisation des missiles SS-4 et 5, lesquels seraient que la contre-partie de l'ensemble des armements nucléaires installés par l'OTAN en Europe Occidentale, et que ce serait l'OTAN qui, en déployant les Pershing II et Cruise, prendrait la responsabilité de rompre non seulement l'équilibre nucléaire en Europe, mais également la parité nucléaire entre les super-puissances, garantie par les accords Salt II...

négociations

Il n'est pas possible à l'opinion publique, aux populations d'Europe de prendre partie dans ces controverses d'experts et de stratèges. Et cependant ces populations sont les premières concernées. C'est leur avenir, c'est leur survie qui est en cause. Que peuvent-elles dire, que peuvent-elles faire ? Elles peuvent tout d'abord s'opposer à ce que l'on ajoute aujourd'hui une arme de plus à l'effroyable arsenal nucléaire concentré en Europe, tant en Europe de l'Est que de l'Ouest. Elles peuvent réclamer la réduction progressive et ensuite la

suppression de l'ensemble de l'arsenal nucléaire concentré en Europe. Pour y arriver, la seule voie possible est la négociation.

C'est pourquoi nous étions près de 40000 au rendez-vous, sous la flotte, à cette manifestation internationale organisée dimanche 9 décembre à Bruxelles, contre l'installation des missiles nucléaires en Europe. Appelée par le **Comité national d'action pour la paix et le développement (CNAPD)** et le **Vlaams Aktiekomitee Tegen Atoomwapens** la manif avait reçu le soutien de plus d'une centaine d'organisations belges parmi lesquelles le **Mouvement Chrétien pour la Paix (MCP)** et le **Réseau libre des Amis de la Terre de Bruxelles**. De l'étranger également, les copains s'étaient pointés nombreux pour marquer leur opposition aux projets d'installation des missiles en RFA, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie et en Grande-Bretagne. De tous ces pays membres de l'OTAN, seule la Hollande avait déjà prononcé un «Non» à l'installation de nouveaux engins de mort sur son territoire.

Un succès donc à l'actif des organisations pacifistes européennes qui étaient tombées

d'accord sur une plateforme commune, à savoir :

- Suspension de toute décision d'installer de nouveaux systèmes d'armes nucléaires et en particulier, la décision d'installer des fusées Pershing II et Cruise en Belgique et dans d'autres pays de l'OTAN.

- Ouverture sans délai de négociations sur la réduction du nombre et la suppression progressive des missiles soviétiques SS-20, ainsi que toutes les armes nucléaires tant en Europe de l'Est que de l'Ouest.

- Demande au gouvernement et au parlement belge d'agir en ce sens.

moratoire

Une conférence de presse a eu lieu avant la manifestation. Au nom du PS francophone belge, E. Glinne a rappelé la teneur de la résolution adoptée la veille par son conseil général qui mandate ses ministres pour proposer un moratoire de six mois. L'OTAN réclamait un «oui» à la Belgique avant le 12 décembre, le PS répond «non» dans l'immédiat et veut donner une chance à la détente et

au désarmement. En bref, le gouvernement Martens tire une sale gueule, sa majorité est divisée sur le sujet et risque de la descendre en flèche d'un jour à l'autre. Du côté des socialistes flamands, Karel Van Miert enfonçait le clou en déclarant que «ce qui unit les opposants aux missiles ce n'est pas une politique de partis mais l'inquiétude face à l'escalade du danger». Pour le rassemblement wallon, le sénateur de Wasseige déclarait : «La paix ne se construit pas avec les armes, ni en favorisant les industries capitalistes qui produisent des armements».

Les élus belges et étrangers rejoignirent l'immense manifestation, laquelle se termina par des allocutions des représentants des différents pays. Jean Fabre, du Partito Radicale italien, déclarait notamment : «Une négociation ne se mène pas à partir du surarmement, mais en entrant dans la logique de la désescalade (...) Il faut retirer son pouvoir à cette classe politique incapable de gestes nouveaux. Elle continue à trahir les peuples».

Mandrin

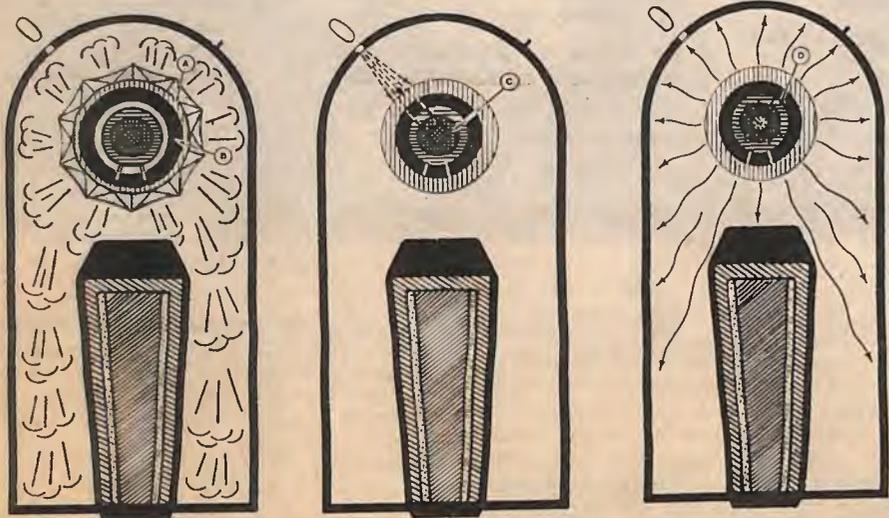


Fig. 1. Mise à feu du système primaire. «Implosion de la sphère de béryllium (A) vers l'enveloppe fissile.

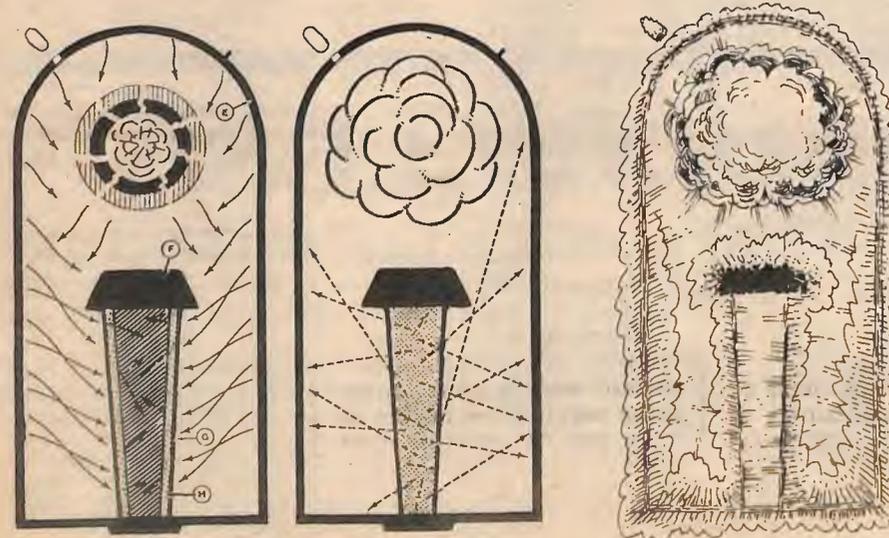
Fig. 2. Compression de l'enveloppe fissile. Démarrage des réactions en chaîne de l'enveloppe en plutonium 239 (C).

Fig. 3. Les réactions en chaîne atteignent l'uranium 235 (D). Fusion du cœur.

Fig. 4. L'enveloppe extérieure (E) réfléchit la pression de radiation vers l'intérieur autour du bourrage (F), lequel s'abat sur le manteau (G) qui entoure puis écrase le matériau fusible. Fusion de la partie traitée (H) de la carotte.

Fig. 5. Inflammation du combustible fusible. Fin de la deuxième phase.

Fig. 6. La fission de l'uranium 238 libère encore cent trente kilotonnes et assez de déchets radioactifs pour tuer tout le monde sur près de quatre cent km². La boule de feu commence à grossir.



Prolifération nucléaire

Comme Einstein le faisait remarquer, dans l'industrie des armes nucléaires comme dans la science et la technologie, aucun secret ne peut le rester indéfiniment. Les tentatives pour limiter le savoir peuvent réussir momentanément mais sont toujours vouées à l'échec devant un chercheur déterminé.

Le numéro de Novembre 1979 du Progressive Magazine, publiait un article de Howard Morland intitulé «Le secret de la Bombe H». Cet article possède deux volets : d'une part, il comporte une réflexion sur les effets pernicious du secret officiel et ses risques sociaux, symbolisés par l'ETAT NUCLEAIRE protégeant et perpétuant la production d'arsenaux à l'échelle d'un holocauste planétaire. D'autre part, il diffuse une description du fonctionnement de la BOMBE H (bombe thermonucléaire).

Le 24.10.78, le député Ronald V. Dellums, membre de la commission des Armées adresse une lettre au Département de l'Energie lui demandant d'expliquer publiquement pourquoi il s'attendait à une pénurie de plutonium vis-à-vis de son programme de fabrication d'armes nucléaires. Trois semaines plus tard, il recevait la réponse du Département de l'Energie : «... Il n'est pas possible de répondre à la plupart des questions sans dévoiler des secrets. L'annexe de votre lettre citée en référence contient des données «confidentiel/secret». Cette annexe contenait la liste des questions. Elle est maintenant «secrète».

De telles pratiques ont été utilisées depuis l'âge atomique pour soustraire la politique des armes nucléaires du débat public, donnant un pouvoir exorbitant à ceux qui élaborent cette politique. Si il est évident que le secret est volontairement maintenu par l'élite nucléo-militaire, l'opinion publique a aussi une part de responsabilité dans la mesure où son esprit critique est totalement défaillant. L'importance de jeter un œil derrière le rideau «secret/confidentiel», la facilité relative pour ce faire, et l'intérêt de l'exercice sont des leçons que nous devons apprendre. Le but du

secret officiel est mieux compris en examinant le plus secret de tous : le mécanisme de la bombe H.

La description et les détails ci-contre, sont le résultat de six mois de recherche dans l'industrie de fabrication des armes nucléaires aux USA. C'est une mosaïque d'éléments recueillis dans les brochures de recrutement des employés, les déclarations d'impact sur l'environnement, les livres, les articles, les interviews et les réflexions de Howard Horland.

Le savoir technologique est maintenant disponible à tout un chacun et non pas comme on le prétend entre les seules mains des états possédant des armes nucléaires : **la prolifération est désormais acquise.**

En fait n'importe quel chercheur obstiné possédant le temps le désir et la volonté d'apprendre, peut exploiter les découvertes et les inventions des autres.

Quelles que soient les indications que ce texte pourrait fournir à des nations cherchant à améliorer leurs armements thermonucléaires —Israël et Afrique du Sud par exemple— elles constituent au mieux une contribution supplémentaire aux informations déjà disponibles.

«Le 22 septembre 1979 les satellites espions américains enregistraient deux lieux mystérieux d'origine inconnue au large de l'île du Prince Edward. Les experts ont de bonnes raisons de penser que l'Afrique du Sud a pu effectuer discrètement un essai nucléaire dans l'atmosphère».

Emmanuel Demur
Traduit de l'américain
par Yves le Hénaff

* **En manipulant du tricinat**, une ouvrière de 57 ans est tuée à la Manufacture Générale de Munitions à Clérieux. On a déjà dénombré six morts dans cette poudrerie de 1976 à 1978.

A Pékin, suppression des affiches murales «dazibaos».

* **Les tribunaux administratifs français** jugent actuellement des litiges datant de deux à trois ans. Avec un tel délai, que vaut un jugement de réintégration au travail après deux ou trois ans de chômage, ou un permis de construire refusé lorsque le bâtiment est déjà construit sur deux étages ? Le problème est politique quand on sait que les magistrats de ces tribunaux sont opposés aux réformes proposées pour remédier à cet état de choses en qualifiant ces réformes de «aussi nuisibles qu'inutiles».

* **En Iran (suite)**, la cinquantaine d'otages américains est toujours détenue. Dans la province d'Azerbaïdjan, l'ayatollah Chariat Madari anime une dissidence active contre Khomeiny, à Tabritz où il y a des morts, en particulier pour la prise de contrôle du bâtiment de la radio. Le neveu du chah est assassiné à Paris. Carter déclare rechercher une solution négociée à la libération des otages, tout en mettant sa marine à portée d'Iran.

* **A l'Assemblée Nationale**, le gouvernement sans majorité est contraint d'utiliser à nouveau la procédure de la censure pour faire passer sa proposition. Il en va ainsi pour la loi sur le financement de la Sécurité Sociale qui sera dorénavant prélevée aussi par cotisations sur les retraites supérieures à 1675F par mois.

* **La grève des foyers de la SONACOTRA** qui dure depuis quatre ans sera résolue, eu mépris des revendications des locataires, par une loi présentée par le ministre de l'environnement (pourquoi lui ?!) sur les «contrats de résidence» concernant les handicapés, les jeunes, les personnes âgées et les travailleurs immigrés. Cette loi, «ségrégrative et antisociale» donnera des pouvoirs exorbitants et illimités aux gestionnaires des logements-foyers des travailleurs immigrés, selon la vigoureuse protestation publiée par le GISTI (Groupe d'Information et de Soutien des Travailleurs Immigrés).

* **A Moscou**, la place Pouchkine a été fermée «pour travaux» le 10 décembre ; à l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme, c'est l'endroit où devait avoir lieu la traditionnelle manifestation silencieuse des dissidents.

* **Entre le Maroc et le POLISARIO**, les affrontements continuent ; les communiqués de victoire alternent de part et d'autre.

* **Onze travailleurs africains des «Tuileries de Marseille et de la Méditerranée»** ont été expulsés dès le 8 décembre, sur les 22 interpellés par la police le 6 décembre. Le parquet de Marseille ayant tardé d'agir durant l'enquête préliminaire, ces onze personnes ont été expulsées sans avoir été déféré devant la justice. — Les 160 travailleurs africains des «Tuileries» venaient de terminer une grève qui durait depuis le 6 novembre.

* **Le tout-nucléaire cherche ses prêtres parmi les enseignants** : EDF invite les professeurs de l'académie de Lyon, par l'intermédiaire d'une professeur détachée permanente de l'Education Nationale qui «informe» ses collègues par le canal des documentalistes, à passer une faste journée à visiter la centrale de Malville, avec promenade en autocar, gueuleton, et en fin de visite distribution de diapositives (pour être projetées aux élèves, on peut le supposer).

dossiers venant du froid

La Maison de la Nature et de l'Environnement de Lille édite mensuellement une revue de presse : «la revue de presse environnement».

Celle-ci contient les événements relatés dans la presse qui concernent les associations écologiques et l'actualité de la recherche scientifique dans les domaines de l'environnement.

Sont actuellement disponibles les dossiers «énergie», «pollution et déchets», «protection de la nature» et «cadre de vie».

Contact : Maison de la Nature et de l'Environnement, Suzanne Cordier, 23 rue Gosselet, 59 000 Lille. Tél. : (28) 52 12 02.

un insoumis qui ne manque pas d'air

— Gilles Morard, insoumis depuis le 1er juin 79, a été arrêté vendredi 30 novembre

à 6 heures du matin au domicile de ses parents.

Depuis mardi 4 décembre, il est en grève de la faim et de la SOIF. Transféré vendredi 7 décembre à l'hôpital militaire Desgenettes à Lyon, son état est très critique.

— Jean-Luc Simmonot, insoumis depuis le 1er février 79, a été arrêté vendredi 7 à Paris (St Cloud), au cours d'un contrôle d'identité avec fouille de tous les passagers et de la voiture, alors qu'il cherchait tranquillement une place pour stationner. Vive le tourisme à la capitale...

golfech : 235 fissures en tout

Jules Fourrier, 73 ans, ancien député de Paris, déporté de la résistance, nous a aussi fait dans la fissure.

La semaine prochaine des conseillers municipaux fisseront à leur tour.

Conférence de presse prévue en Janvier.

objection en monde rural : opération mairies

Lancée en novembre 1978, cette action a pour but de développer l'information sur l'objection de conscience en milieu rural. Ceci dans l'espoir de faire sortir les luttes anti-militaristes d'un milieu spécifiquement militant.

Concrètement, la lettre suivante est envoyée aux mairies lors du recensement. Plus de cinquante départements ont demandé des renseignements à propos de cette action.

«Mesdames, Messieurs les Maires et Conseillers Municipaux,

«Dans votre mairie, lors du recensement pour le service national, vous remettez aux jeunes un fascicule contenant les informations sur le service national.

«Mais le Code du Service National contient un autre chapitre non publié dans ce fascicule. Il s'agit de la loi n° 71-424 du 10.6.1971 avec les articles L 41 à L 50 relatif à l'objection de conscience. Cette omission qui vient certainement d'une erreur administrative est en opposition avec l'article premier de la Constitution : «Nul n'est censé ignorer la loi».

«Vous trouverez ci-joint cette loi. Afin que l'information des jeunes soit complète, impartiale et légale nous vous proposons de rajouter au fascicule le texte de loi sur le statut d'objecteur.

«Nous attendons votre réponse, après discussion en Conseil Municipal, en nous indiquant combien de texte de loi vous auriez besoin.

«Nous sommes prêts à apporter d'autres informations à votre Conseil Municipal ou à vous rencontrer.

«Pour des questions matérielles (tirage de la loi), nous vous demandons de bien vouloir nous répondre avant le ...

«Croyant en votre respect de la Constitution Française, nous espérons que vous prendrez en compte notre sollicitation.

Après avoir reçu quelques réponses, une nouvelle lettre a été adressée deux mois plus tard à toutes les mairies n'ayant pas répondues...

Le 8 mars 1978 est prévue une grande fête «objection de conscience». Thèmes : la militarisation vue à travers la guerre d'Algérie, le Larzac, la justice militaire.

Contact : **Objection en monde rural**, La Croix Blanche, 42 140 Chazelles sur Lyon.



COMMUNIQUE

La bonne vieille habitude organisationnelle qui consiste à se poser des questions dès que des individus veulent intervenir sur le champ politique est encore bien présente. Le PRE inquiète, interroge, malmène, fait sourire ... Qu'est-ce ?

Une fois encore, le PRE n'est que l'appellation (non contrôlée) d'un espace libre où s'exprimeront des convergences sur une ou plusieurs campagnes.

Ce n'est pas une structure de prise en charge de militants écologistes, il ne délivrera pas de cartes et n'at-

tend pas les cotisations d'éventuels adhérents. Au PRE, c'est à une campagne que l'on adhère. Et si, comme c'est sûrement le cas, le mot «parti» a une signification dérangeante, à quand pourrions nous le définir ensemble ?

Pour l'Agence de Service du Parti Radical Ecologiste Denis Dangaix

REQUIN. Le 13 décembre au PROCOPE était décerné le prix REQUIN.

Le C.A.L.C.R.E. (Comité de lutte des auteurs contre le compte d'auteur) attribuait ce prix à «St Germain des Prés» éditeur de poésie considéré comme le plus arnaqueur.

CLUDAR : Le 1^{er} décembre à l'AGECA (177 rue Charonne) le CLUDAR a tenu sa réunion préparatoire pour les séances du 15 et 16 qui doivent aménager les Assises contre la répression des libertés.

Tous ceux qu'intéresse la coordination de toutes les luttes anti-répression peuvent s'informer auprès du CLUDAR, 14 rue Nanteuil.

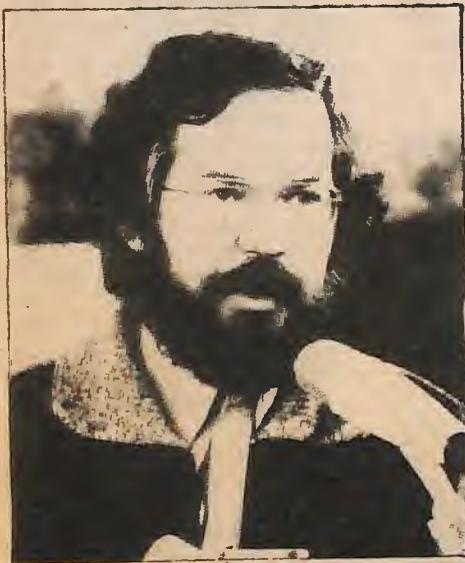
«Compte d'auteur, arnaqueur» — «Les auteurs ne veulent plus payer» criaient le jury et le C.A.L.C.R.E. portant sous la pluie un superbe requin doré de 10m de long qui fut déposé chez l'heureux lauréat, «Saint Germain Editeur». Celui-ci s'est enfermé dans son arrière-boutique.

ENTRETIEN AVEC ROLAND VOGT

ALLEMAGNE-ÉCOLOGIE

Roland Vogt, l'un des présidents du BBU nous trace à travers cet entretien les grandes lignes du Mouvement Écologique en Allemagne

Mouvement à dire vrai qui est loin de ressembler à notre chère «Nébuleuse», du moins pour l'instant : mais plus tard, sait-on jamais ?



GO : Quel est l'historique du mouvement écologique en RFA ?

Roland Vogt : A l'origine du mouvement se trouvent les associations de protection de la nature.

Les premiers Bürgerinitiativen (BI) rompent totalement avec les anciennes associations s'inspirant de l'expérience du mouvement étudiant des années 66-67. A cette époque, le CDU et le SPD formant une coalition, les possibilités d'opposition parlementaire étaient nulles ce qui permit la naissance de l'opposition extra-parlementaire.

Aujourd'hui, le mouvement s'oriente vers l'institutionnalisation par une polarisation de plus en plus accentuée sur les élections.

Tu es l'un des trois présidents du BBU. Peux-tu nous dire ce qu'il est et comment il se définit dans le mouvement ?

Le BBU compte environ vingt mille membres et est la plus importante fédération de ce genre. Il est axé sur le militantisme de terrain. L'élément de base est le «Bürgerinitiativ» que je définirai comme étant une «association écologique de citoyens». Généralement, ils dérivent d'un conflit local en l'élargissant à une réflexion globale, ou inversement. Nous agissons toujours directement et de façon non-violente. On adhère au BBU par groupe, il n'y a pas d'adhésions individuelles.

Au congrès de novembre 77, nous avons évoqué la possibilité d'une présence aux élections, nous décidant finalement à approfondir la question jusqu'au congrès suivant. Or, en juin 78, un certain Beddermann se présenta aux élections du Land de Basse-Saxe à la tête d'une liste verte à caractère de parti et obtint 3,7% des suffrages. D'autre part, se présenta aussi une liste «colorée» ou Bundelist à Hamburg : 3,5% des voix. Enfin, une «liste verte anticommuniste» apparut : 1%. Au congrès suivant, nous étions mis devant le fait accompli. Telle est l'origine de ce que l'on appelle les Grüne (les Verts).

Ils correspondent à un éventail de petits partis présentant des candidats/tes issus/es de tous horizons, de la droite la plus conservatrice aux maos. Il sera décidé en

janvier 80 si cette mosaïque de groupes et partis se donne une structure de parti.

Les Grünen sont nos partenaires, nous représentons deux approches d'un même combat. Nous utilisons souvent une image pour décrire nos rapports : Le BBU est la Standbeine, la jambe de soutien, et les Verts sont la Spielbeine, la jambe qui joue.

ment» de l'élan qui anime sa «révolution culturelle». Inversement, les Verts font valoir qu'en portant le débat sur le terrain électoral, ils ont surtout recherché un effet de démonstration (environ un million de voix aux Européennes) et ont voulu engager les institutions à répondre aux exigences écologiques. Pourtant les BI ont l'impression que cette participation électorale ap-



Pratiquement, comment s'effectue la collaboration entre vous et les Grünen ?

Deux événements montrent comment, ensemble, nous gagnons du terrain. Le 7 octobre 1979, une liste écologique réussissait pour la première fois à franchir la barre des cinq pour cent dans le Parlement d'un Land. Ensuite, il y eut la manifestation anti-nucléaire de Bonn du 14 octobre 1979 qui réunit cent cinquante mille participants pour protester contre le programme nucléaire.

Ces deux événements montrent qu'en RFA les mouvements écologiques, tant parlementaire qu'extra-parlementaire, sont indissociables : sans le travail préparatoire des BI, les Verts n'auraient pas pu acquérir le poids électoral qui depuis 78 irrite de plus en plus les partis traditionnels.

Quelles sont les divergences au sein du mouvement ?

La divergence principale réside au niveau de l'attitude envers les institutions. Quelques BI craignent que le parti électoral des Verts ne prive prématurément le «mouve-

porte une légitimité électorale à des institutions usées qu'elles utiliseraient pour poursuivre leur politique obsessionnelle de croissance. A quoi les Verts répondent qu'on ne peut mettre en œuvre une politique donnant la priorité à l'écologie que s'il existe des parlementaires verts pour veiller à ce que la prise de conscience écologique suscitée par les BI trouve son expression au plan législatif.

Vois-tu une issue à ce débat ?

A mon avis, la situation va finir par se décanter. Il sera intéressant de voir aux élections législatives (Bundestag) dans quelle mesure les BI sortiront de leur réserve pour appuyer les candidats verts. La barrière des 5% a été franchie, elle le sera à nouveau. Dès lors, quel intérêt peut-il y avoir à dresser de l'intérieur des obstacles à la progression du mouvement ?

Mais parmi les Verts n'y a-t-il pas des carriéristes, des individus qui ont choisi l'écologie parce que «ça marche» ?

Si, bien sûr. Le problème de l'opportunisme et du carriérisme se pose, ainsi que celui

La RFA est divisée en 24 500 communes (Gemeinden) possédant leur autonomie administrative et disposant d'organes exécutifs élus.

Les communes sont regroupées en districts par l'intermédiaire d'une division en arrondissements (Kreis). Ces districts gèrent leur propre budget et sont compétents au niveau intercommunal mais n'entravent pas le pouvoir décisionnel des communes.

Les districts s'associent en Land (il y en a une dizaine), chaque Land a ses institutions, sa législation, son administration, son gouvernement auxquels se superposent les appareils de la République Fédérale. A la

tête du Land se trouvent un préfet, un sous-préfet assisté d'un conseil élu et du Parlement du Land.

Le citoyen allemand vote deux fois : d'abord par un scrutin de liste pour élire le Parlement de son Land, ensuite pour un scrutin uninominal pour élire un député direct qui, représentant sa circonscription, siégera au Parlement National, le Bundestag. Il se forme ensuite une seconde assemblée, le Bundesrat, composée d'élus des Parlements des Länder répartis proportionnellement à la population de ceux-ci.

Un parti, pour siéger au Parlement local, doit soit avoir trois députés au Bundestag, soit obtenir au moins 5% des suffrages exprimés.

Le Président de la République est élu par le Bundestag et le Bundesrat. Il a les mêmes fonctions qu'un Président sous la Quatrième République : il propose au Bundestag un candidat à la Chancellerie Fédérale qui, élu, disposera du pouvoir exécutif.

L'organisation politique ouest-allemande repose sur une très large décentralisation et permet l'existence d'un réel pouvoir local, même si celui-ci est de plus en plus limité par une législation récente qui fait prévaloir l'«intérêt national» sur l'«intérêt local», notamment au niveau de l'implantation des centrales.

de la double appartenance. Les deux autres présidents du BBU sont au SPD, j'ai moi-même été neuf ans militant SPD.

C'est le jeu de qui récupère qui ?

Oui, nous sommes tolérants, ils sont inquiets, il y a là un vaste jeu tactique.

On a pu lire en France : «Les Verts allemands vivent au rouge». On a aussi parlé à propos de l'Allemagne d'une écologie de droite. Qu'en est-il ?

Il est certain que les Grünen sont bourgeois dans leurs méthodes, qu'ils sont bien à l'aise dans la société et qu'ils représentent pour beaucoup un courant conservateur. Quant à l'extrême-gauche, elle s'est associée au mouvement écologique à la fois sur le terrain et au niveau de listes électorales, par exemple la liste alternative du KPD (maofiste) qui associait écologie et droits de l'homme, ou encore la Bunteliste qui était une liste écologique et de défense des minorités. Leur apport est très important dans la mesure où ils sont en contact direct avec les travailleurs, tandis que nous parlons des problèmes sociaux d'une manière trop théorique. Mais leur présence a permis une propagande nous assimilant aux marxistes, ce qui en RFA permettait de déconsidérer le mouvement.

Au congrès d'Offenbach étaient présents Rudi Dutschke (Mai 68 allemand), Rudolf Bahro et Wolfgang Harich (dissidents marxistes de RDA). Dutschke prit la parole ce qui fut pour la presse bourgeoise une preuve de l'infiltration communiste du mouvement.

Quelle est ton attitude par rapport à l'ordre policier qui s'est installé en Allemagne ?

Je ne pense pas que les écologistes soient aujourd'hui l'objet de mesures répressives particulières. mais il est vrai que les actes politiques commis lors des occupations de sites ont été criminalisés, et cela nous le refusons.

Quelle est votre attitude sur l'usage de la violence ?

Je suis foncièrement non-violent et je constate que nos succès les plus éclatants sont venus de la non-violence (Why!, 74-76) alors que nos échecs proviennent de la violence : il me suffit de citer Gröhnde ou Brokdorf.

Quels sont les résultats de la lutte anti-nucléaire ?

Nous avons arrêté approximativement la moitié du programme. Il existe aujourd'hui un moratoire de fait, autant pour Kalkar (équivalent allemand de Super-Phénix) que pour Gorleben (équivalent de La Hague) ou que pour les autres projets.

A ce niveau là, la position des élus ne semble pas très claire ...

Effectivement, Albrecht, président-ministre de Basse-Saxe s'est prononcé contre le nucléaire à Gorleben par pur électoralisme, mais pour un élu SPD, c'est dur à assumer. Autre exemple : le FDP est antinucléaire au niveau local et pronucléaire au niveau national. Il est aussi intéressant de noter qu'à l'échelon local la sensibilisation des populations a été tout d'abord économique ...

Du style : «je ne vendrais plus mes petits pois quand on saura qu'ils sont radioactifs» ...

C'est cela. S'y ajoutait le réflexe : «pas chez moi». La globalisation de la lutte a été très lente.

L'expérience française vous a-t-elle apportée quelque chose ?

Le Larzac a été pour nous un point de départ, une référence constante, l'exemple

de la lutte non-violente menée par une population contre un appareil d'Etat.

Comment se présente l'avenir du mouvement ?

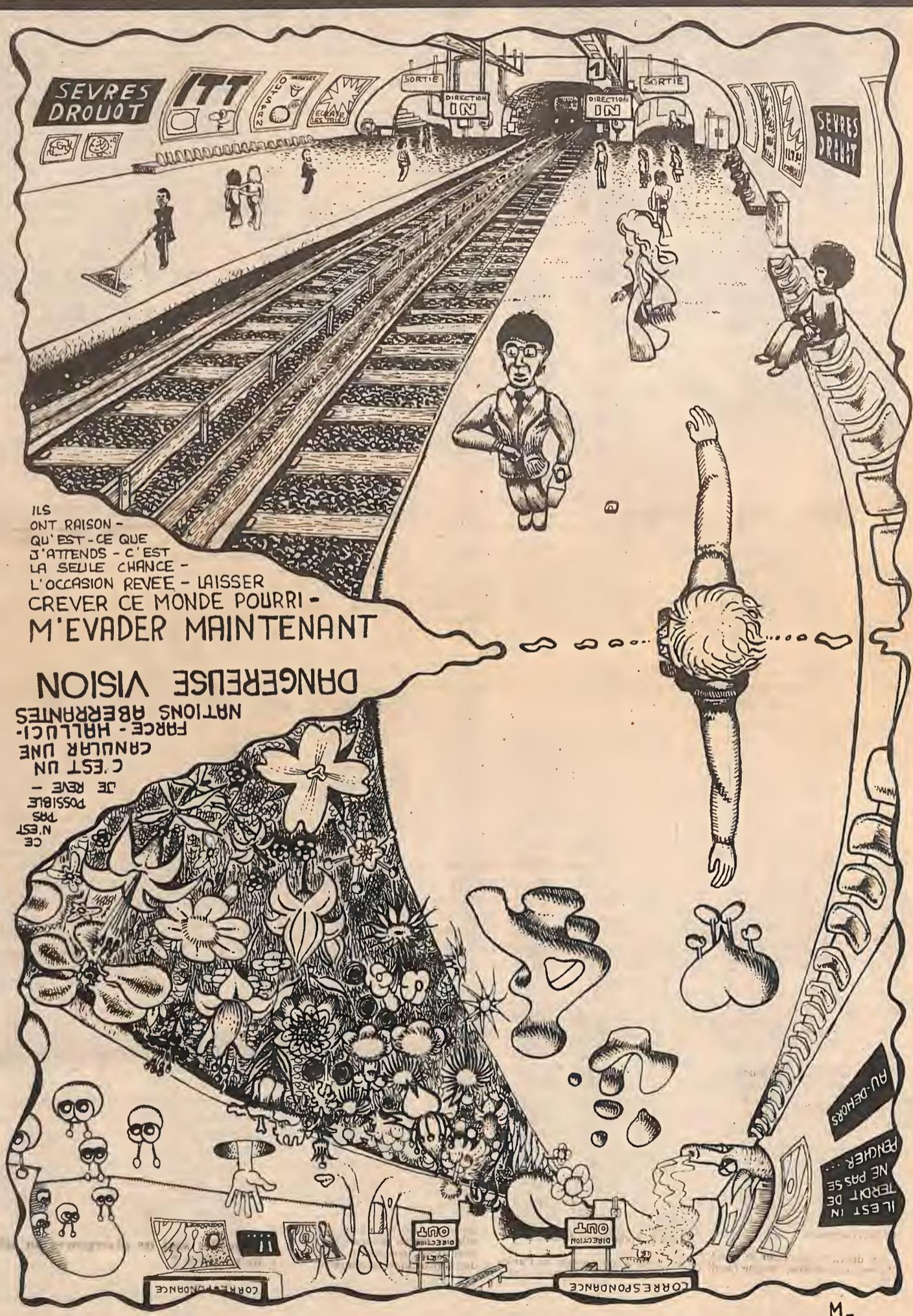
Je suis optimiste. Le mouvement est un arbre à deux branches et je pense que chacune va continuer à se développer de

manière harmonieuse. Il pourra s'établir entre les Grünen et les BBU des relations comparables à celles qui existent entre le SPD et le DGB, la confédération allemande des syndicats.

A la lumière de cette entretien, on peut considérer que les écolos allemands possèdent une dynamique que nous aimerions

bien avoir. Pourtant, si leur modèle de fonctionnement venait à être appliqué en France, nous nous retrouverions affublé d'un parasite politicard dangereux. On verra à Pâques, lors du congrès des écologistes ... Comme dirait Roland, cela risque d'être intéressant ...

Propos recueillis par Pierre Bellanger



ILS ONT RAISON - QU'EST-CE QUE J'ATTENDS - C'EST LA SEULE CHANCE - L'OCCASION REVUE - LAISSER CREVER CE MONDE POURRI - M'EVADER MAINTENANT

DANGEREUSE VISION
NATIONS ABERRANTES
FORCE - HALLUCI-
CANULAR UNE
C'EST UN
DE REVE -
POSSIBLE
PAS
N'EST
CE

AU-DEHORS
PENSER ...
NE PAS SE
IL EST IN

M.

le squatt de la citadelle



Ici, depuis quelques mois un groupe de squatters s'oppose à la Mairie (Socialiste, Maire Georges Fillioud) autour d'un site appelé couramment «La Maison des Dauphins». Il s'agit en fait de deux maisons, dont une datant du 17^{ème} siècle, flanquées de grands jardins en terrasses descendant jusqu'à berges de l'Isère.

La précédente Mairie (droite, Maire Pierre Didier) avait préempté ce site en 1976 pour élargir la route, qui monte des quais de l'Isère dans le centre du vieux Romans jusqu'au plateau à l'ouest de la ville.

En été 1977, une première squatteuse s'installe dans la maison la plus récente, restée vide depuis plusieurs années. 1978, 1979, d'autres gens se branchent, les uns pour défricher et cultiver les jardins en terrasses, les autres pour retaper et habiter les maisons. Dès le printemps 1979 on se retrouvait 6 habitants et encore 6 jardiniers. A cette époque, rien n'est encore officialisé. La Mairie ferme un œil quant à l'occupation et n'annonce pas ses intentions quant au projet de route. En effet, le 16 mai de cette année elle fait une réunion publique passant en revue tous les projets de route de la Ville sans parler mot de ce projet-là.

En plein mois d'août on apprend par les journaux

que la Mairie lançait des appels d'offres pour la démolition des deux maisons et le remblaiement de la route : date prévue pour les travaux le 15 octobre 1979, et ce n'est que quelques jours avant cette date que le Conseil Municipal discute et ratifie ce projet.

Quant à nous, dès septembre, on décide de se grouper et on se constitue en association 1901 «La Citadelle» avec siège social au squatt et pour but de protéger des sites menacés, améliorer l'environnement et pratiquer le jardinage bio sur les terrains en friche. A partir de ce moment aussi on entreprend une campagne d'information dans les journaux locaux et on ouvre la maison au public — musique et fête tous les samedi soir — ce samedi 15 décembre le groupe CHAOS jouera dans la cave de la maison 39 côte des Chapeliers à Romans — expo de peinture, troc et brocante, etc. Au cours de cette époque, on a plusieurs réunions avec les élus locaux, qui restent fermes sur leurs positions — ils démoliront, c'est tout. Ensuite, dans les journaux, on lit que la Mairie est prête à modifier son projet pour conserver une partie de la vieille maison pour un usage non encore défini.

Enfin, le 11 décembre, elle lance son ultimatum : départ avant le 15 décembre, proposition de nous louer une mai-

son dans la vieille ville et de nous faire participer éventuellement aux futures activités de la «Maison des Dauphins» après les travaux.

Vendredi 14 décembre on doit se retrouver avec les gens de la Mairie pour discuter de leurs propositions : c'est donc maintenant que ça commence à se jouer — à suivre de près.

Sarah Bland

après Dijon encore

(...)

Et maintenant, quelles sont les perspectives ?

Bien sûr, les auteurs des jours du CLE avaient souhaité pour leur enfant une instance de liaison composée de x membres élus par l'AG, et... réunis. C'était mieux, le contexte réel, amena en fait, à le composer de parties (sans jeu de mot) : AT, structurés, MEP qui sauta sur l'occasion pour faire reconnaître sa «structure» du quart d'heure et grâce à Brice... les oubliés : vous et moi, petits mouvements, colleurs et décolleurs d'affiches, faiseurs de rêves et de luttes, isolés, payeurs de timbres ou d'impostures, groupes locaux, jambes en tous genres, le gros du mouvement, même sous-représenté, et voilà-t-il pas qu'à présent, ils osent prétendre penser aussi...

Ainsi le CLE rassemble, un peu malgré lui, le clergé des AT (!), la «noblesse» des barons d'Europe-Ecologie et des médias, rebaptisés, et, faisons plaisir à certain(e)s... ces torchons de l'Ecologie, le Troisième Collège, en guise de Tiers-Etat : — un lapsus historique nous appela même «Tiers-Monde». Tous ces écologistes, pour préparer des Etats-Généraux qui s'appellent ici «Assises» ou «Congrès» Constituants du Printemps...

L'avenir dira si Noblesse et Clergé traiteront entre eux et avec les Fermiers Généraux, marchands d'esclaves et Dame de grande vertu prodigues en soupers mondains, tous accrochés aux prébendes présidentielles ; et si, comme autrefois, bas clergé et petite noblesse, feront un bout de chemin avec le Tiers-Etat...

L'avenir dira également si la décision fut sage de limiter le CLE aux tâches d'organisation (des débats et des Assises) et de lui refuser l'honneur des négociations, tandis

que contacts et tractations se passent ailleurs, et, une fois de plus, entre soi...

Des tâches d'organisation ?... voire. La circulation des textes demandés pour le débat tous azimuts, s'effectuera probablement dans le respect mutuel. Mais qu'en sera-t-il des Assises du Printemps ? Le nœud ombilical est là, puisque des règles choisies, dépendra que cette Constituante soit ouverte à tous, ou limitée à l'élite (des notes de téléphone) ; et créative dans la pratique, ou manipulée avec démocrassie (deux «s», comme l'écrivait Baudelaire) et système de soi-disants mandats, incontrôlables ; réservée au écolos mis en carte, ou élargie aux partenaires, et notamment aux régionalistes et féministes clarifiée par des choix rigoureux en matière de réflexion théorique, ou rapetassée dans la confusion mentale, selon les humeurs de notables, toujours prêts à s'allier ou se mésallier au gré des impératifs de leur ambition ; bref, des Assises du «non, c'est impossible parce que...» ou celles du «oui, avec telle amélioration» ; celles de la magouille, ou celles de la consultation ; celles confidentielles des Notables, ou celles collégiales de la Base.

Certains débuts sont encourageants, tels cette grille d'analyse, proposée publiquement, élaborée en commun et votée à l'unanimité. D'autres le sont moins, qui méconnaissent avec une célérité acharnée la nécessité de présence et d'expression de la base de l'Ecologie, persistent à attribuer à la simple maladresse ou au dieu Zazard, les réactions de l'Assemblée du 25 novembre.

Encore faudrait-il bien sûr, que groupes locaux, mouvements et sympathisants étiquetés «troisième collège» en attendant des jours meilleurs acceptent d'assumer réellement le rôle de partie prenante, partie présente et de garant de la démocratie et d'un certain air frais, que l'Histoire offre dans l'Ecologie

Angela Loyer-Krause
Alain Le Cœur
Alexandre Seilinger
Région Parisienne Ecologie
Troisième Collège du CLE

les morpions et la racaille

PS : est-ce le courage de Babuty et de Liégard qui commence à agir ? Est-ce le début de compréhension de la 10^e Chambre qui gagne du terrain ? Toujours est-il que Lionel Graciendo est sorti de Fleury vendredi matin.

seurs de la rue de Passy en juin dernier attaquent sec. — Nous n'avons fait que jeter du sel sur les plaies de la société... et ils continuent, tous prisonniers qu'ils sont.

On les a accusés de faire partie d'une lignée, et c'est vrai. D'autres casseurs, très semblables, sont déjà en table : Gilles Collomb, François Pain, Mathias, frère de Fabrice Liégard. D'autres encore suivront sans doute. Le recrutement, a dit en substance Me Henri Leclerc, est assuré par les tours de vis successifs de la justice : St Lazare, 23 mars, 1^{er} mai, Passy...

Mais, disent les deux héros du jour, «ce n'est pas à nous de nous adapter à la normalité, c'est à eux — gouvernement, justice, patronat — de changer d'attitude. S'ils veulent une jeunesse plus pacifique, c'est à eux de faire preuve d'intelligence».

Bien envoyé, les mecs. Et le Président de la Cour a suivi le conseil ! Comme on voit, la racaille autonome contemporaine ne le cède en rien aux sans-culottes de la Grance Révolution ni aux Gavroches de 1830. Tout ce qu'on peut regretter, c'est qu'il n'y ait pas assez de cette racaille-là.

Une racaille qui attende à la liberté de «travailler» des parties civiles, Crédit Lyonnais et boutique de luxe («travailler = ouvrir, remplir et refermer le tiroir-caisse) et qui se permet de dire tranquillement en audience publique : «nous parlions altruisme, on nous répond argent». Une racaille qu'en première instance les psychiatres ont décrétée «au dessus de la moyenne» quant à l'intelligence, qui désigne d'un doigt vengeur le code pénal posé sur le bureau du proc et lui dit en substance qu'il n'y voit pas plus loin que son petit livre rouge. Ce fut une vraie fête, je vous dis.

Les juges ont mis une heure à délibérer mais ils ont fini par avouer que la justice perdait pied : un an de moins de prison ferme pour chacun des deux copains, deux ans au lieu de trois.

Et nous là-dedans, qu'est-ce qu'on fout ? Ben pas grand-chose. Nous sommes les morpions de la racaille. Si on était un peu plus nombreux et décidés, Babuty et Liégard et tous leurs semblables seraient en liberté.

Pierre Jacques

PS : est-ce le courage de Babuty et de Liégard qui commence à agir ? Est-ce le début de compréhension de la 10^e Chambre qui gagne du terrain ? Toujours est-il que Lionel Graciendo est sorti de Fleury vendredi matin.

PE TITTE CA US E R I E



J'espère que vous avez suivi mon conseil et que vous avez branché vos électrodes sur la télé pour suivre **La mémoire du peuple noir** de Claude Fléouter. Vous allez pouvoir, maintenant, conserver deux souvenirs tangibles de cette série grâce à la maison de disques l'Escargot-Sibécar (dist. CBS) qui sort ces jours-ci un double album avec toutes les musiques de ces quatre émissions, grâce aussi aux Editions Albin Michel qui publie un livre du même titre, avec textes et photos, dans la série Rock and Folk. Deux achats indispensables, je crois, et vous savez que je me trompe rarement.

Gardez quand même un peu de liquide pour visiter au moins une fois Le Palace (8 rue du Faubourg Montmartre, 75 009 Paris, tél. 246 10 87) entre le 22 et le 30 décembre, où Serge Gainsbourg chantera tous les soirs à 20h30, accompagné par les musiciens d'un grand du reggae, Peter Tosh.

Il faut espérer qu'il sera aussi bon que sur son disque **Aux armes et coetera** (Philips 9001 218, dist. Phonogram), sorti un peu avant l'été, il était temps que je vous en cause. Déjà disque d'Or, bien sûr : Serge Gainsbourg est incontestablement aimé d'une frange de la population. La même qui se fait contrôler dans le métro et qui gueule contre le nucléaire. Et les beaux de ceux-là dégueulent sur lui. On n'est pas indifférent à ce mec, en tout cas. Il provoque tellement fort, il joue si bien son personnage, et il a tant de talent que ça prend toujours.

Gainsbourg fait un boulot politique à sa manière. Il n'y a qu'à voir la vitesse à laquelle les radios ont censuré sa **Marseillaise** à la sauce reggae. Cabu aurait pu être dans le coup... **Aux armes et coetera** est donc un disque indispensable. C'est une page de l'His-

Les murs ont des oreilles

Noël reggae



toire de France. Oui, rien que ça. Et le meilleur disque de reggae blanc, aussi. Sans doute parce que les musiciens de Peter Tosh ont la classe. Sans doute parce que les chœurs de Bob Marley, les I Threes, y mettent toute leur force. Mais surtout parce que Gainsbourg est exactement le personnage qu'il faut pour comprendre l'esprit jamaïcain, et pour jeter des ponts entre l'homme occidental et l'Afrique. Sensuel, dégueulasse, provocateur, érotique, rigolo, **Aux armes et coetera**, c'est tout ça. Et vous ne perdrez sûrement pas votre temps au Palace.

Peter Tosh, lui (que Pathé Marconi essaie de faire revenir en France) a fait le trajet inverse. Gainsbourg met l'Europe à l'heure rasta, Tosh joue du reggae très dur en piquant à l'occident quelques uns de ses tics musicaux, le disco, par exemple. Le mariage donne un petit très viable : c'est **Mystic Man** (Pathé Marconi), je vous en ai déjà causé, mais j'en reparle parce que j'écoute ce disque très souvent et que ses musiciens sont à Paris : c'est le moment de vivre vraiment à l'heure reggae. C'est facile, vous savez : un sourire aux lèvres, les poings serrés dans les poches parce qu'on a envie de se battre contre le

système, et un certain déhanchement tranquille. Musique écolo par excellence (surtout qu'ils sont sacrément phallo, les rasta men, c'est leur acquis culturel, et il faut espérer qu'en fréquentant l'occident où ils viennent jouer de plus en plus souvent, ils vont tomber sur **Histoires d'Elles** et que ça leur donnera des idées) le reggae chante la joie de vivre, même quand il s'enflamme pour la révolution, comme Tosh avec **Mystic Man**. En ces périodes tristes de consommation de Père Noël, c'est un antidote efficace.

C'est pourquoi vous écouterez aussi en remuant le cul le

tout dernier Culture, **International Herb** (Virgin 2933 790, dist. Polydor) qui appelle à la mondialisation du joint. On vous en cause assez dans ce journal pour que je n'ai pas besoin d'y revenir. L'herbe, c'est bien moins dangereux que l'hexachlorophène, mais ceux qui n'en fument pas ne sont pas forcément des minables. Culture est l'un des trios vocaux les plus forts du reggae. Il a le sens du «hit» et ses airs traînent dans la tête bien longtemps après que le disque soit rayé. Le sens du rythm'n blues, aussi. En ce moment, toutes les musiques se mélangent, et loin de donner dans l'informe ce syncrétisme promet, pour les années 80 (dont on nous gonfle) quelque chose de bien délectable. Préparez-vous.

PS/ mais n'oubliez pas les concerts : Celui de Nina Hagen au Palace est encore une fois annulé. Elle n'a plus de musiciens, elle ne s'intéresse plus au rock, on ne sait plus où elle est, perdue entre Hollywood et Hambourg. Tant pis pour tout le monde. Votre soirée du 19 est libre et vous pouvez donc aller écouter Nino Ferrer au Bataclan (tél. 700 30 12). Backstage joue à Toulouse le 19, le 21 à Joigny et le 22 au Blanc-Mesnil, avec Nino Ferrer ce jour-là. The Cure passent le 18 à Orléans et le 19 à Nancy. Les jeunes phénomènes de Marquis de Sade (**Dantzig Twist**, premier album chez Pathé Marconi, produit par le sympathique petit label Cobalt qui a révélé le guitariste Claude Barthélémy) jouent au Manoir du Grand Marigny à Lessay, le 21. François Béranger gueule le 22 à Romainville, tandis que son ancien musicien, JP Alarcen, montre qu'il se débrouille bien tout seul le 19 à Périgueux, le 20 à Cahors et le 21 à Tarbes.

Bernard Blanc

21

RADIO LIBRE. Une radio libre sur Dijon. Radio 102, 102 MHz vers 20H30. Tous à l'écoute ! Radio 102 BP 1244-21030 Dijon cédex.

42

AMIS DE LA TERRE DU FOREZ : réunion du groupe AT Forez le jeudi 20 décembre à 20h30, centre Social de la Boissonnette, 42 110 Feurs. Très important : préparation de la fête des AT Forez du 6/1/79.
COLLECTIF ENERGIE DU FOREZ : Si vous avez des pétitions (contre le Tout-Nucléaire) signées renvoyez-les aux : AT Forez - centre Social de La Boissonnette.

74

TOURNÉE. Patrick Font et son école parallèle organisent une tournée en Savoie et Haute Savoie. Les dates et lieux : 18 décembre : Ugine. 19/12 : Thonon. 20/12 : Sallanches. 21/12 : Annecy. 22/12 : La Clusaz. 27/12 : Chambéry. 28/12 : La Roche. 29/12 : Rumilly. Pour tous renseignements : Michel Rossillon, Les Fiz, rue de la Poste, 74 190 Le Fayet.

75

AMIS DE LA TERRE. Pour les fêtes de fin d'année, les Amis de la Terre de Paris et Françoise Chamska souhaitent votre présence à l'exposition qu'ils organisent sur le thème: «Le Bombyx du mûrier, fabuleux papillon...» L'exposition sera ouverte de 15h à 19h du 19 décembre au 3 janvier. On y trouvera des «panneaux de lumière, des soies peintes et des montres solaires. Adresse : 3 rue de la Bûcherie, 75 005 Paris.

OBJECTION. «Permanence d'information sur l'objection de conscience à «Artisans du monde» 20 rue Rochechouart paris 9^e, le mercredi de 13h à 18h.

76

FILM. Le film «Voyage dans les centrales de la terre» sera diffusé le 18 décembre à 18h à la MJC de Lillebonne et le 18 décembre à 20h30 à la MJC de Notre Dame de Gravenchon. Les 2 projections seront suivies de débats avec 2 employés travaillant à l'usine de la Hague.

82-87

OPÉRATION BLACK OUT. Les commerçants montalbanais et agenis illuminent la ville pour les fêtes de fin d'année. C'est devenu maintenant une tradition. La grande majorité d'entr'euX auraient cependant aimé que cette année, en signe de protestation contre le projet de construction de la centrale atomique de Golfech, dont l'enquête d'utilité publique est en cours, on ne pose que des guirlandes sans lumière. C'est pourquoi nous lançons l'Opération Black Out. Celle-ci se déroulera le vendredi 21 décembre, dernier jour de «l'enquête», de 18 heures à 18h30. Tous les montalbanais et agenis, qu'ils soient commerçants ou non sont invités à éteindre les lumières partout (les voitures se mettent en veilleuses) le temps qu'ils le désirent à partir de 18 heures précises et de montrer de façon apparente, visible de la rue, qu'ils s'éclairent à la bougie ou à la lampe à pétrole (ce que le nucléaire nous condamne dans quelque temps de par ses propres gaspillages et dangers). De toute manière les guirlandes électriques seront éteintes ce soir-là. Cette opération peut se dérouler en outre dans tout le Tarn-et-Garonne où une grande majorité de la population paraît opposée à cette implantation du nucléaire. Agen et le département du Lot-et-Garonne sont disposés à se joindre à cette action symbolique mais marquante. Le 21 décembre 79 de 18 à 18h30.

Papiers

PARTIS PRIS n° 15 (décembre) est paru. Un numéro plutôt tassé. On y trouve la suite du débat sur la place de la lutte des femmes (mixité, autonomie sous condition...) et le début d'une série d'articles sur «tra-

vailer autrement» (en particulier une enquête sur L.I.P) Avec beaucoup d'autres choses... Lisez-le vous verrez. Et puis, un appel angoissé : Partis Pris a de plus en plus de difficultés financières. Partis Pris est à bout de sous. Vite ! Abonnez-vous C'est vraiment très urgent. Abonnement : 70F et plus. Chèque à l'ordre de la SEP, 1 rue Keller 75011 Paris.

PSYCHIATRISÉS EN LUTTE. Le dernier numéro de «Psychiatisés en Lutte», journal du Groupe Information Asiles (G.I.A) est paru (n°20-21). Il est centré sur : «La Femme et la Psychiatrie». Au sommaire : -Tout a voulu être fait et est fait pour humilier et salir la femme. -Affaire Nicole Dumez «Ne vous plaignez pas d'un importun, vous risquez un internement !» -Affaire Nelly Ferga «Hospitalisation libre et séquestration» -Marie Caroline. Les mineur(e)s et la psychiatrie. -Affaire Violette Lahoz ou le vrai visage de la justice bourgeoise. -Psychiatrie-Hystérie-Simulation. -23 Mars et Psychiatrie. -Le G.I.A. de Toulouse. «Psychiatisés en Lutte» est en vente dans les librairies sympathisantes et militantes à 5F ou 0,50F pour toute personne internée. On peut le commander au journal ou s'abonner pour 12F (un an ou quatre exemplaires) -Abonnement de soutien 25F -soutien actif 40F. Chèque, mandat ou timbres à l'ordre du journal et à expédier à : «Psychiatisés en Lutte» B.P. 447-04 : 75 161 Paris.

CONTRE-INFO. Hey ! avis à tous et toutes bipèdes libres du Gers et ses environs, le mouvement Karl Crasson (en voie de constitution) va lancer un journal de contre-info fin mai, début juin. Ce journal a pour ambition de poser l'alternative dans une région qui crève, par l'information, l'action et le spectaculaire. Nous recherchons aussi des plumes, de l'aide, des diffuseurs. Si vous êtes intéressé(e)s écrivez-nous écolos, in-soumis(e)s, objecteurs, lycéens, femmes, mineurs en lutte, autogestionnaires, anars, etc. Contacts : Emmanuel Lemieux et Pierre Colomer, Le Merlieu St Arailles, 32 350 Barran.

POESIE. Je vends un recueil de poésie intitulé «Charnier». Si vous considérez que la poésie n'est pas qu'une histoire d'amour, mais qu'elle peut-être à l'écoute des autres ! Si vous croyez que la poésie ne doit pas s'adresser qu'à des supers encéphales ! Si vous croyez que la poésie peut-être faite de chair et de sang ! Si vous pensez qu'il est difficile d'imaginer que dans le monde où nous vivons le poète puisse se mettre en marge en ignorant : la misère, la haine, la guerre ! Si vous considérez qu'en démissionnant de son rôle, il se fait complice ! Alors «Charnier» est à vous au prix de 25F franco.

Le temps passe.
Le ménage repasse.
Le vieux trépassé.
Le clochard ramasse.
Le bourgeois amasse...
Tirons la chasse...
Ecrire à Piumi Jean Luc. Bât A.1 App n°20. 63, chemin de Pelleport, 31 500 Toulouse.

SOUSCRIPTION. Pour la publication d'un second recueil de poèmes de Michel-Pierre Autissier. Vous n'avez pas oublié Michel-Pierre ni «Les jours passés» (cf article «La violence sociale» dans la GO du 10 janvier 79). Après tant d'années d'enfance et d'adolescence broyées par des institutions inhumaines, à présent il commence à apercevoir le bout du tunnel. Il a rassemblé et ordonné pour une seconde plaquette un ensemble de 26 poèmes inédits, à paraître sous le titre de «Souvenirs». C'est pour pouvoir entreprendre cette publication que nous vous demandons d'en réserver d'avance un ou plusieurs exemplaires, au prix de 10 francs l'un, en accompagnant votre souscription du règlement, en chèque (bancaire ou postal) de préférence. Merci d'avance. (N'hésitez pas non plus à nous demander des exemplaires du bulletin de souscription, pour les distribuer à vos amis et correspondants. Soyez gentils de joindre un timbre pour l'envoi). Correspondances et chèques au nom de François Barillet, 2 rue de l'Île d'Or, 18000 Bourges.

Infos

AUTOCOLLANT. L'association Barabajagal vient d'éditer un superbe autocollant rond 10 cm représentant un soleil avec le texte Oui au soleil - Non au nucléaire. Cet autocollant est envoyé gratuitement contre une enveloppe timbrée aux lecteurs de la G.O. Pour les groupes, comités qui veulent le diffuser prix spécial : 150F les 100, 200F les 200. Port compris. Adresse : «Barabajagal» 03 250 Le Mayet de Montagne.

CARTES POSTALES. De très belles cartes postales en couleur venant d'Espagne (Centre International Ahimsa) sont disponibles, 3 collections de 12 cartes. Non-violence, Ecologie, Yoga. Chaque collection 18F (port compris) au MAN-Yonne BP 251, 89 004 Auxerre Cédex, CCP MAN Dijon 4061 31 K.

24

REFECTION DE BATIMENTS. Recherche hibernant (solitaire ou couple) ayant quelques dons en réfection de bâtiments pour nous aider dans notre ferme bio. Logement, nourriture, rémunération biologiques ! N et J Pollard, La Chancelie, 24 380 Bordas. Tél : (16-53) 54 92 25 (heures des repas).

29

CHERCHE STAGE CAPRIN. Je cherche un stage dans un élevage caprin. Stage Barre si possible. J'ai déjà travaillé plusieurs mois dans un élevage. Jean Paul Mahé rue Vieil Helles 29 227, Lanmeur.

32

BÉBÉS NAGEURS. Qui pourrait nous louer, ou prêter, un caisson ou des appareils de prise de vue sous-marins (24 x 36 et super 8) région Toulouse Pyrénées, pour documents sur bébés-nageurs ? Ecrire à Bruno Meyer, le Cardenau, 32 360 Lavarrens.

42

AUTO-COLLANT. Un auto-collant sur l'opération «Mairies» réalisé par le groupe «Objections en Monde Rural» de la Loire et du Rhône Nord. Contenu : Le service militaire n'est pas obligatoire d'après la loi n° 71-424 du 10 juin 71. Demandez le texte de loi sur l'objection de conscience à la mairie de votre domicile. Accompagné d'un dessin pacifiste, montrant 2 mains cassant un fusil. Renseignements et commandes à Jean Luc Denis, Les Verchères, 42140 Grammond

49

JEUNES NATURISTES. Essayons regrouper jeunes naturistes 18-30 ans, week-ends et vacances pour une vie différente et une redécouverte des énergies naturelles. Ecrire : Le soleil et l'eau, 40 av. Besnardière, 49000 Angers.

54

STAGE DE DANSES DE LA RENAISSANCE à Nancy (lieu à préciser) les 12 et 13 janvier 80 animé par Yvon Guilcher (de Mélusine) Infos et insc. (1 enveloppe timbrée ! merci !) ATP chez M. Tondeur 259 rue Salvador Allende 54 230 Neuves Maisons.

59

QUI PEUT ME RENSEIGNER ? Qui peut me donner des renseignements sur des groupes ou mouvements qui refusent de payer la part de leur impôt (20%) consacrée à l'armement ? Ecrire : Marie-Pierre, 13 rue Lafontaine, 59 000 Fives-Lille

69

COLOCATAIRES. On cherche des colocataires (3 ou 4) pour une maison de campagne à 50 Km de Lyon (vers St Foy l'Argentière) 650,00F/mois. Contacter : M. Dumas, 26 rue de Flesselles 69 001 Lyon

tél (78) 39 04 21. ou M-H Cherpin 11 montée de Fourvière 69 000 Lyon.

71

CIRCAUDS DANSE CONTEMPORAINE. 26-27-28 janvier. 22-23-24 février. 21-22-23 mars. Apprendre à découvrir, à aimer son corps, celui des autres, ne plus en avoir peur, se mettre à l'écoute du geste sans le filtre du langage. Participation : 300,00F. Arrhes : 80,00F. Renseignements et inscriptions : Dominique Wassart, 102 rue Léon Maurice Nordmann, 75013 Paris.

75

RECHERCHE MAISON. Association La Brèche recherche urgent pour les 2 mois d'été 80 ou à l'année, maison pouvant recevoir séjours de vacances de 10-12 enfants (maximum 15 personnes). Si centrale nucléaire ou autoroute voisins, s'abstenir ! De préférence un peu vallonnée, du soleil, et éventuellement agréé collectivité... Etudier toute proposition Ecrire J. Savat.Fski, 151 rue de la Roquette, 75 011 Paris.

NUCLÉAIRE ? NON MERCI. Autocollants, badges et tee-shirts, sont toujours diffusés à Paris. Pour commandes et renseignements. Thérèse Louvel, 12 rue de Bucy, 75 006 Paris, Tél. 325 12 52.

93

WEEK-END DU BOURDON. 19/20 janvier. Violon (non débutant) informations Bourdon folk club, renseignement Sylvain Laplace, 45 rue Carnot, 93 Montreuil/bois.

Musique

57

CONCERT FOLK samedi 22 décembre à 20h30 dans le cadre des «Spectacles au village» à Lorry les Metz (à 6 km de Metz au nord), les Chatelets chanteront «traditionnellement» la Lorraine «rurale» avec la verve qu'on leur connaît.

STAGES FOLK. Weekend d'initiation aux danses traditionnelles et populaires (répertoire des bal folk et bal breton) animé par Jean Charles de Brin d'Herbe au village de Lorry les Metz, les 12 et 13 janvier 80, organisé par l'Association Loisir et Détente à Lorry (ALDL) dans le

cadre de l'Action folk en Lorraine alias la Migaine. Infos et Insc. : (joindre 1 enveloppe timbrée à votre adresse) ALDL 36, grand'rue 57050 Lorry les Metz tél 8/731 15 68. Que les gens intéressés par la création d'un club folk au sein de l'ALDL se fassent connaître ! Week end danses traditionnelles d'Alsace les 19 et 20 janvier 80 à Metz ou aux environs (lieu à confirmer) Niveau : il est souhaitable de savoir danser la valse. Infos et Insc. (joindre 1 enveloppe timbrée à votre adresse) Migaine folk 26 rue du Wad Billy 57 000 Metz.

BAL FOLK de fin d'année ! Jeudi 20 décembre à 21h animé par Rigaudon au FUT 2 rue Georges Durocq à Metz (Derrière l'ancien parc des expos)

Kultur

57

THÉÂTRE. Le 18 décembre à Thionville (au théâtre municipal ?) Bread and Puppet, théâtre de marionnettes géantes.

71

VOIR A MARCIGNY du 28 au 31-12-79, Foyer cinéma organisé par Marcynema. 28/12, 21H : Le capitaine de Köpenick. 29/12 14H : Anita G. 17H : L'avenir handicapé. 21H : Cœurs enflammés. 30/12 14H : Les larmes amères de Petra Von Kant. 17H : Winterspelt. 21H : Viola et Sebastian. 31/12 14H : court

métrages français de JL Godard, A. Resnais, G. Franju, G. Rouquier, R. Enrico, R. Lucot, R. Painlevé etc + 10 dessins animés récents de l'ONF. Le tout également à 17h.

84

EPI DE LUNE. Implanté à St Jean de Sault, petit hameau près du Mt Ventoux, l'Epi de Lune est un théâtre ambulancier et un lieu permanent en milieu rural. Il effectue depuis plusieurs années un travail de création et d'animation dans toute la Provence. L'Epi de Lune se produira ce mois de décembre dans l'ouest de la France avec ses ateliers d'initiation pour enfants et son spectacle pour enfants : «Marjolaine et Romarin». Renseignements : Théâtre de l'Epi de Lune, Hameau St Jean, 84 390 Sault de Vaucluse.

On raconte Monsieur le Procureur

Tous avez dit que votre sœur était atteinte de fièvre pernicieuse...



THÉÂTRE. La triste histoire de la séquestrée de Poitiers où la discrétion, il est vrai, est encore une vertu. Tout commence pour la justice par une lettre anonyme : une femme vit séquestrée par sa mère depuis 25 ans. Au début, Micheline et Yveline voulait fire un spectacle sur des femmes, puis elles ont été prises par cette histoire et par le désir de la raconter, de situer un milieu : comment la société permet d'é-

craser une personne de cette façon. Elles ont choisi d'être deux bonnes qui nous parlent de cette «triste histoire»; il ne s'agissait pas de nous la faire revivre ni de nous en montrer l'horreur mais de nous la traduire. Elles sont les conteuses d'une histoire qui les a bouleversés et elles nous la communiquent avec sobriété. Sans faire le procès de cette famille, elles en situent l'atmosphère : lieu clos dont rien

ne permet d'échapper, où l'on voit défiler tous les protagonistes (Blanche, la mère, le frère, les juges...) Micheline et Yveline ont fait un beau travail à partir de textes de Gide et des coupures de journaux de l'époque. Du 10 au 29 décembre au 46 rue Montorgueil 75 002, tél : 233 80 78, métro Halles; tous les jours à 21h sauf mardi, matinée 16h le dimanche.

CIRCAUDS

Il y a sans doute plein de nouveaux lecteurs qui, lorsqu'ils lisent le titre «Circauds», se demandent ce que c'est que cette bête. Alors voilà : le **Centre de Rencontre des Circauds**, sur une belle et poétique colline du Charollais près du village d'Oyé, est entré dans l'histoire de la **Gueule Ouverte** en même temps que **Combat Non Violent** en 1977 (raison parmi d'autres de notre déménagement à La Clayette, bourgade proche).

Naguère spécialisé dans la recherche sur la non-violence, théorie et pratique, le Centre peu à peu s'est ouvert à des techniques d'expression, de communication et d'analyse.

Des stages s'y tiennent tout au long de l'année, pendant les fins de semaines ou les petites vacances. On sommeille en dortoirs, si on veut on confectionne la bouffe ensemble (ou bien on demande à Claudine de mater un peu), on se promène dans les chemins, on apprend, on enseigne, on bavarde... on est bien.

Certaines fois ce n'est pas cher du tout (on demande juste de couvrir les frais d'hébergement et de nourriture) d'autres fois, c'est un peu plus coûteux, soit parce que ça dure plusieurs jours, soit parce que l'animateur, c'est humain, n'est pas bénévole non mais des fois y a pas de raison !

Ainsi pendant les vacances de Noël, Caroline, qui est une bonne-femme terrible, propose un truc exorbitant : apprendre en une semaine à fabriquer un pipeau de bambou, le rendre juste, le décorer, en jouer... pour la somme de 600 francs. Bien entendu, presque personne ne s'est inscrit (pour 600 francs, bernique, on peut réveiller à la brasserie de la place du marché et pas nécessaire de fabriquer son mirliton) et c'est bien fait pour cette prétentieuse de Caroline. Toc ! Peut-être que si vous

téléphonez à Claudine (16-85-25-82-18) elle vous dira que pour une somme plus modique Caroline vous autorisera, en deux ou trois jours, à percer un tout petit trou dans son propre pipeau... Ça nous permettrait de passer la Saint Sylvestre ensemble : j'y serai parce que Caroline, elle veut pas que ça se sache alors ne le répétez pas, c'est ma nièce. Maintenant elle est grandette (dans les trente ans et le mètre soixante quinze) mais je l'ai connue toute petite, genre avorton langé. Quand vous verrez la nana, ça vous fera rigoler...

Après ça on ne se quitte plus, puisque le vendredi soir 4 janvier, et cette fois pour pas un rond, on s'offrira, entre gens de la région (ohé, Dédé, tu viens, hein !) une petite soirée d'information sur les **Amis de la Terre** pour voir si par hasard on ne pourrait pas faire vivre un groupe local.

Le lendemain samedi 5 et le dimanche 6 (participation 100F par personne pour les deux jours, on se posera des questions graves sur le contenu philosophico-politique du mouvement écologique en prononçant des grands mots intelligents comme je les aime (éthique, inter-relation, expression radicale, tout ça...). On s'y mettra tous pour la cuisine, ce qui permettra peut-être à Claudine, si ça lui dit, de venir penser tout fort avec nous. On sera boy-scouts comme des fous, n'oubliez pas papier-crayon-ficelle.

Pour la suite des réjouissances dans les mois à venir, on verra ça une autre fois. Suivez de près la rubrique «Circauds», il s'y passe toujours quelque chose.

Isabelle Cabut

Renseignements et inscriptions : Centre de Rencontre des Circauds, Oyé, 71 610 Saint Julien de Civry. Tél : (85) 25-82-18.

F.A.V.?

Dans le prochain numéro

F.A.V.!

un reportage exclusif

F.A.V. ...

les autres écolos





L'action : Troncs d'arbre abbatu au petit matin, monceaux de pneus mis à feu à l'approche de l'adversaire, multiples barrages de diversion, planches à clous, ballons lâchés pour gêner l'hélicoptère : le terrain est bien contrôlé par les paysans, y compris tous les accès secondaires. A quatre reprises, le matin et l'après-midi des deux journées, la noire escorte du juge surgit des volutes de noire fumée (le vent du Larzac est avec le Larzac), tantôt par les vallons et les champs. Elle avance d'un pas martial.

Mais à La Blaquèrerie, le maire Dupont, un instituteur à la voix douce annonce soudain qu'il interdit l'accès de l'agglomération. «dans l'intérêt de ses administrés». Camouflet. Stupéfaction. Au Graniès, les élus locaux annoncent que la mairie de La Roque est fermée en signe de protestation. Les «forces de l'ordre» approchent à quelques mètres des paysans et de leurs amis, groupés sans parole autour du barrage principal. Confrontation silencieuse, d'une intensité presque insoutenable. Départ en silence des envahisseurs.

Le texte : Réduit au strict minimum. «Armes en position», dit le colonel quand le juge approche. Celui-ci, une fois entendue la protestation des élus, offre de rencontrer les expropriés. La greffière annonce leur nom. Abstention quasi-unanime à la Blaquèrerie, sauf trois propriétaires de petites parcelles. Abstention unanime à La Roque. Nouveau silence absolu. Départ. «protégez vos arrières», dit le colonel qui «félicite personnellement les paysans de leur attitude particulièrement digne»!!!. Est-ce nous narguer ? N'est-ce pas plutôt un gros Ouf! qu'il n'a pas pu retenir ?

critique théâtrale

Que cachent ces deux journées ? Le spectacle a atteint l'intensité muette d'un Eisenstein au moment où les gendarmes marchaient vers le barrage, prêts à tirer - on le lisait dans leurs yeux. Mais sans dédaigner les effets burlesques d'un Courteline, par exemple quand le colonel a ordonné de dresser procès-verbal de l'interdit du maire de La Couvertoirade, et lui a fait répéter ses propos à cette fin ; ou quand les cohortes du juge sont reparties des Graniès à reculons, faisant face aux paysans jusqu'au bout.

La presse a surtout perçu la gravité de la menace latente, l'épreuve de force à peine différée. «Une petite armée pour protéger le juge (La Dépêche). «Déploiement de force au

Larzac» (Midi Libre). «Jusqu'où ira l'escalade?» (La Dépêche). «Reprise des hostilités sur le Larzac» (Libération). Certes les deux camps ont voulu montrer leur force, chacun à sa manière. Les gendarmes exhibaient leur matériel lourd; ils étaient impatients de cogner. Quand ils ont coincé Jean-Marie Burguière avec son tracteur dans un chemin rural ils l'ont bestialement brutalisé en criant «tous les coups sont permis». De leur côté, les paysans affirmaient spectaculairement la maîtrise de leur espace, avec leurs barrages et leurs tracteurs. Entourés de leurs amis, ils affirmaient leur silencieuse volonté non-violente de résistance obstinée. Le rapport de force est resté en leur faveur, les dernières répliques piteuses du juge et du colonel l'ont bien confirmés. Le silence du face-à-face était peut-être encore plus insoutenable pour les gendarmes que pour les paysans.

Mais ces journées, me semble-t-il, ont surtout joué comme un impeccable révélateur des enjeux du Larzac. D'un côté, la terre, l'espace, la liberté. Le picnic de midi, fraternel et bucolique dès repartis les hommes noirs. Les danses paysannes dans la brume du petit matin le vendredi, pour se réchauffer d'une rude nuit d'attente. Et surtout les tracteurs pesants qui ont bondi soudain sur les talons même des gendarmes, pour labourer le champ qu'ils quittaient à peine, pour laver la souillure, pour proclamer la primauté du travail productif.

En face d'eux, la machine étatique tournant bruyamment à vide. Le formalisme creux de la procédure observée par le juge, sa tournure inutile en hélicoptère après le refus des propriétaires, comme s'il pouvait estimer ainsi la moindre estimation valable de la qualité agricole des terres. La dérision de l'équipement «anti-répression» des gendarmes, élaboré pour les batailles de rue, et complètement absurde dans cet espace serein.

Si la volonté paysanne de conserver l'outil de travail a pu trouver depuis dix ans des soutiens si obstinés dans tout le pays, n'est-ce pas que le sens profond du mouvement du Larzac réside dans ce défi insolent à l'appareil d'Etat, judiciaire, militaire, financier. Le mouvement du Larzac a mis à nu son absurdité, sa dérision vide...

Nouvel épisode : Le jeudi 3, visite du juge aux Liquisses sur la commune de Nant. Changement à vue : c'est l'opération «village mort». Les habitants sont chez eux, personne d'autre n'est venu. Une délégation conduite par le maire signifie au juge qu'on a rien à lui dire. Il repart. Encore une fois, le Larzac a dit NON à l'expropriation.

Jean Chesneaux

CAMOUFLET

Entre Courteline et Eisenstein, le spectacle absurde de l'appareil d'Etat face à la volonté paysanne.

Le thème : Le juge Grenet vient de Rodez, pour visiter les terres expropriées sur les communes de la Couvertoirade et La Roque Ste Marguerite, conformément à la procédure légale et afin d'estimer les indemnités auxquelles les propriétaires ont droit. Il a donné rendez-vous à ceux-ci le jeudi 6 décembre au village de La Blaquèrerie et le vendredi 7 à la ferme des Graniès.

Le décor : Le Larzac toujours prestigieux sous le soleil de décembre. La petite route encaissée entre les rochers, qui serpente jusqu'à La Blaquèrerie. La plaine ouverte de Pierrefiche aux Graniès, avec les hauts de la Dourbie en arrière-place.

Les protagonistes : Deux groupes d'environ 300 personnes sont face à face, qui l'un et l'autre effectuent leurs mouvements avec discipline et précision. Sur place, 100 à 150 paysans et résidents du Larzac et des environs. Une vingtaine de tracteurs. Des notables locaux, élus municipaux, conseillers généraux, cadres des syndicats agricoles. Des amis du Larzac venus d'un peu partout. Amenés par camion, trois escadrons de gendarmes mobiles suréquipés (boucliers et hautes de plexiglass, fusils lance-grenades, chien, hélicoptère). Au milieu d'eux, le juge et sa suite, à peine discernables. Une douzaine de képis haut-galonnés.



En attendant les forces de l'ordre.

Pourparlers entre juges et paysans.